

LES COMPTES DE CALAIS VIRENT AU ROUGE P.22

Mai 2022

Éco121 (#120)

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

www.eco121.fr



LES



PROJETS RÉGIONAUX

Parkinson, Alzheimer, toxoplasmose... Dans les labos et biotech des Hauts-de-France, plusieurs avancées majeures pour la santé humaine mitonnent dans l'ombre. Focus sur 10 structures qui pourraient bien bouleverser la médecine de demain. P.12

**QUI VONT RÉVOLUTIONNER
LA SANTÉ DE DEMAIN**

EN 2022, KILOUTOU VISE LE MILLIARD D'EUROS P.27



top!

**Nous accompagnons
vos innovations au sommet.**

ON CROIT EN VOUS. ON OSE ENSEMBLE

La Banque Populaire du Nord accompagne depuis toujours les entrepreneurs. Et qui dit entrepreneuriat, dit startup et innovation.

Nous avons à cœur de soutenir les acteurs de la réussite de demain : en mettant en relation les investisseurs et startupper, et en accompagnant les pépites depuis leur levée de fonds jusqu'à la FrenchTech 120 et le Next 40.

**DE VOTRE PREMIÈRE IDÉE
JUSQU'À LA FRENCHTECH 120
ET LE NEXT 40,
NOUS SOUTENONS
VOTRE CROISSANCE.**

**BANQUE
POPULAIRE** 
NORD

4-11

Tendances

- Flop : Buitoni Caudry dans l'oeil du cyclone
- Portrait : De Damas à Roubaix, Daniel Essa impose sa griffe

12-20

Grand Angle

- Les 10 projets régionaux qui vont révolutionner la santé de demain

21-37

Territoires

- Louvre-Lens : 10 ans déjà, et après ?
- Avec Fred, les boulangeries Lebreuil grossissent de 50%
- Formation : Forma-Protoc lance un maillage national

38-43

Entreprendre

- NectarGo veut digitaliser le circuit court
- Kevin Ha imprime sa marque à Cotton Bird

46-48

Détente

- Eugène Leroy à domicile
- Artchives, une découverte culinaire... et architecturale

Le meilleur de l'Homme

Oui, des Etats s'emploient à mener des guerres affreusement destructrices et meurtrières. Certes, la cupidité entraîne partout sur la planète un usage immodéré des ressources qui altère notre avenir commun. Bien sûr, les rapports humains ne sont pas toujours mus par l'altruisme, la générosité gratuite et la bienveillance, et l'envolée de l'insécurité nous le rappelle cruellement.

Mais l'humanité, c'est aussi un progrès technique époustouflant, des avancées scientifiques incroyables, et beaucoup d'espoir pour l'Homme, pas forcément à un horizon si lointain. Après tout, la découverte de la pénicilline et des antibiotiques n'a même pas un siècle. Et il se trouve que notre région joue une très belle et riche partition dans ce combat si positif pour améliorer le sort de l'être humain, faire reculer la maladie, développer des équipements géniaux qui vont améliorer de façon parfois spectaculaire le quotidien de milliers voire de millions de gens.



Photo ©Laurent Scavone

C'est ce que nous avons voulu célébrer dans ce numéro d'Eco121, en mettant en lumière ces entreprises des Hauts-de-France qui travaillent souvent dans l'ombre, de façon ingrate pendant des années, en assurant comme elles le peuvent les financements des premières années avant d'atteindre un jour le graal d'un nouveau médicament, une nouvelle approche thérapeutique, un dispositif à haute valeur ajoutée. Car il faut avoir la foi dans cet univers de la medtech et de la biopharma pour brûler du cash en continu pendant 10 ou 15 ans avant d'en voir (et encore, pas toujours) les fruits. Juguler la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, rendre plus douce la vie à des millions de personnes en fauteuil roulant, permettre à des femmes abîmées par le cancer de retrouver leur féminité : voici quelques exemples des développements formidables qui sourdent sur les paillasse des laboratoires régionaux, facilités par l'écosystème d'Eurasanté depuis maintenant plus de 20 ans.

Bonne lecture et bonne santé à tous !

OLIVIER DUCUING
Directeur de la rédaction

Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises.

Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et le CEHDF qui contrôlent 33% des parts.

Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires.

Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

www.eco121.fr

Éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 KC
Siret 528 819 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

Directeur de la publication
Olivier Verley
Directeur de la rédaction
Olivier Ducuing
Journalistes
Julie Kiavué
Guillaume Roussange

Ont participé à ce numéro
Didier Nicolas
François Prillieux

Publicité
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.com
Secrétariat général
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05
Directeur artistique
Grégory Leduc
Imprimeur
La Presse Flamande, rue du milieu 59190 Hazebrouck
ISSN : 2109-3792
Dépôt légal : à parution



6000

C'est le nombre de jeunes de 9 à 22 ans qui auront été sensibilisés à la création d'entreprise tout au long de l'année scolaire. Le fruit d'un partenariat entre les associations BGE et Dreamakers, au travers du projet IDEE (innovons développons l'Esprit d'Entreprendre), appuyé par la Région et l'Académie.



VOTRE TOP 5

Les actus les plus lues sur notre site eco121.fr

- [1] Canard street sous procédure de sauvegarde
- [2] HDF emballages investit pour la palette 2.0
- [3] Demeyère devient marocain
- [4] Solarcrop, l'irrigation raisonnée selon Sencrop
- [5] Arnaud Lallemand prend la tête de Coca-Cola Socx

Lebeurre SAS habillera Facom

Lebeurre SAS, le spécialiste picard des vêtements de travail, connu via sa marque LMA Workwear, vient de nouer un partenariat avec Facom, leader européen de l'outillage pour professionnels (propriété de Stanley Black & Decker). Implantée à Querrieu et Villers-Bretonneux, en périphérie d'Amiens, depuis 1880, l'entreprise textile produira la première collection de vêtements de travail haut de gamme de Facom, destinée aux professionnels de l'automobile, de l'industrie ou de l'aéronautique. Comprenant une vingtaine de références, elle sera disponible dès ce mois-ci. Nous y reviendrons.



Eurocommunication

La démarche n'est qu'au stade d'avant-projet. Mais le président de Place de la communication Etienne Demouy (photo), dirigeant de JBL Com&Cie, a une vision long terme. Il envisage de créer dans la MEL un site d'excellence de la



filière régionale marketing et communication. Baptisé « *Euracommunication* », il aura vocation - tout comme Eurasanté ou Euratech - à représenter et fédérer l'écosystème local et à développer l'économie du territoire, entre autres. Au calendrier : une validation du projet avec la MEL et la définition du lieu d'implantation en 2022, avant la recherche de financement l'an prochain, pour un lancement officiel dès 2024.

UNE SEM EN QUESTION

« *La poursuite de la trajectoire actuelle signifierait son extinction progressive* ». La chambre régionale des comptes s'interroge sur l'avenir de la Sem Amiens Aménagement, qui porte deux grosses opérations d'aménagement urbain en lien avec la SPL Vallée Idéale Développement. Les magistrats notent un niveau élevé de risque du fait de recettes de cessions foncières « *très inférieures aux prévisions* », tandis que la SEM n'a guère de nouveaux marchés pour alimenter un plan d'affaires « *à même de garantir une activité pérenne* ». A suivre.

Biocluster régional ?

Eurasanté est candidate à l'appel à manifestation d'intérêt « Biocluster » du gouvernement. Doté de 300 M€, cet AMI doit désigner trois bioclusters français... de dimension mondiale. Avec leurs 100 M€ chacun, ces structures devront se constituer en animateur de réseau. Elles auront pour missions la séduction et l'accueil d'entreprises sur leur territoire régional de la filière santé, la facilitation des partenariats public-privé ou des collaborations avec les centres d'excellence nationaux. Pour Etienne Vervaecke, patron d'Eurasanté, « *on est le 3e pôle santé de France, on tient donc notre place !* »



FONDATION



DU
PATRIMOINE

Redonnons vie à nos trésors !



Les projets de restauration soutenus par la Fondation du patrimoine participent à la création d'emplois, à la transmission de nos savoir-faire et à l'attractivité touristique.

1 € de don au patrimoine = 21 € de retombées économiques

FONDATION



DU
PATRIMOINE

Oui, je souhaite soutenir les actions de la Fondation du patrimoine.

BULLETIN DE DON



En ligne Sur notre site sécurisé : fondation-patrimoine.org



Par chèque À envoyer à l'aide de ce bulletin de don à :
Fondation du patrimoine - 268 boulevard Clémenceau - 59700 Marcq-en-Barœul

Je fais un don de _____ € et je bénéficie d'une réduction fiscale.

Le reçu fiscal vous sera adressé par e-mail. Si vous souhaitez le recevoir par courrier postal, merci de cocher la case ci-contre.

M. Mme Nom/Prénom _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ E-mail _____

L'information que vous avez communiquée dans ce formulaire peut être traitée informatiquement et être destinée aux personnes habilitées par la Fondation du patrimoine. Conformément aux articles 29 et suivants de la Loi Informatique et Libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), en qualité de votre destinataire, vous bénéficiez de droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données. Au lieu de retirer un consentement ponctuellement donné, au profit des droits légitimes de vous y opposer, vous pouvez également vous opposer à ce traitement en adressant votre demande à un délégué à la protection des données de la Fondation du patrimoine : dataprotection@fondation-patrimoine.org.

Top

BUREAUX LILLOIS : UN T1 RECORD

En ce début d'année, le marché des bureaux à Lille démarre fort avec 95 742 m² transactés au 1er trimestre. Une performance sans équivalent dans le passé, souligne l'Observatoire des bureaux de Lille Métropole. Pour cause, une nouvelle cité administrative n'est pas signée tous les ans ! En effet, si le neuf est soutenu (24 987 m²) et que la seconde main « *n'est pas en reste* » (29 914 m²), c'est bien le nouveau QG lillois de l'Etat qui permet d'établir le record avec ses 38 000 m² de surface. Attendu fin 2023, il regroupera 2 000 fonctionnaires aux portes de Lille Sud.

"*Quelques beaux deals sont en préparation et le marché des comptes propres devrait continuer à faire parler de lui*, indique l'Observatoire. *Les acteurs lillois sont assez optimistes pour les mois à venir*". Vigilance tout de même sur le stock neuf à horizon 2024, voire 2023. La disponibilité immédiate et sous trois mois

(104 900 m²) n'est pas négligeable. Mais le restera-t-elle au vu de la santé du marché, de l'impact crise ukrainienne sur les investisseurs, du coût croissant de la construction et de l'ombre d'une pénurie de matières premières ?



"Il y a plus absence de représentation de l'industrie des jeunes que mauvaise représentation"

Fabrice Grelier
délégué général de l'UIMM Hauts-de-France, lors du lancement le 29 mars de la Fabrique 4.0, un camion usine itinérant

Flop

BUITONI CAUDRY DANS L'OEIL DU CYCLONE

Très sale temps pour l'usine de pizzas surgelées Buitoni, à Caudry, dont l'avenir s'assombrit. Cette unité de 200 personnes, filiale du groupe Nestlé, s'est trouvée impliquée dans une contamination alimentaire d'envergure par la bactérie E-Coli, avec 75 cas en cours d'investigation, dont hélas deux enfants décédés. C'est en effet cette usine qui a produit les pizzas de marque Fraich'up à l'origine probable de ces contaminations graves. Une enquête a été ouverte pour « *homicides involontaires* », « *tromperie* » et « *mise en danger d'autrui* », tandis que la préfecture a interdit dès le 1er mars la production de ces pizzas, à la suite d'une inspection d'hygiène approfondie qui s'est révélée accablante : « *niveau dégradé de la maîtrise de l'hygiène alimentaire* », « *présence de rongeurs* », « *manque d'entretien et de nettoyage des zones de fabrication, de stockage et de passage* ». Une double perquisition a été menée le 13 avril à Caudry et au siège de Nestlé en Suisse. Affaire à suivre, assurément.

« Il fallait convaincre Pierre Mauroy de l'acheter. Il a dit : « qu'est-ce qu'on va faire de ça ? »

Le souvenir de **Bernard Haesebroeck** vice-président de la MEL, lors du lancement du premier festival Plaine Image Expérience (PIX). Le pôle d'excellence de l'image, qui a dix ans cette année, s'est installée dans l'ancienne friche Vanoutryve à Tourcoing



“Nous regrettons (...) que le projet de tramway reliant Lille à l’aéroport de Lesquin (...) ait été abandonné”

l'un des reproches émis par le Medef Lille Métropole et la CCI Grand Lille devant le Schéma Directeur des Infrastructures de transport (SDIT) proposé par la MEL



“L’arrivée des cafés Méo à l’international n’est pas gagnée car nous ne sommes pas italien ! Ça se fera en joint venture ou par de la croissance externe”

Gérard Meauxsoone,
co-dirigeant de Méo-Fichaux, concernant sa volonté de déploiement hors des frontières nationales

« Il y a quelques années, j’étais favorable à une remise en eau à 100%. Mais aujourd’hui, je n’ai pas de préférence. C’est aux Lillois de choisir”



Martine Aubry,
au sujet de la métamorphose de l’Avenue du Peuple belge (lire p24)

“Recourir exclusivement à l’endettement va être difficile. Il va être nécessaire d’augmenter certains impôts, même si c’est impopulaire”

estime
Eric Dor,
directeur des études économiques et professeur à l’IESEG Lille, dans La Voix du Nord du 27 avril

«Je veillerai à l’équilibre entre le nécessaire financement de la sécurité sociale au service de tous et l’appui aux entreprises face aux aléas de l’économie.»

La déclaration d’investiture de la nouvelle présidente de l’Urssaf Nord-Pas-de-Calais
Sophie Mellin



“L’immensité du chantier engagé et de premiers résultats prometteurs me font regretter d’avoir été “remercié” si vite”

Le regret exprimé sur LinkedIn d’**Alexandre Mulliez** ancien vice-président d’Auchan France et petit-fils de Gérard Mulliez, fondateur d’Auchan

5 mai : CarbonConnect, forum de la contribution carbone dans l’agriculture, au Village by CA Nord de France, 14h-19h

4-5 mai : Salon Cycl’Eau, Lille Grand Palais

12 mai : Entreprises et Territoires, Palais du Littoral, Grande-Synthe, 10h-16h

17 mai : Événement annuel Club des Entreprises centennaires, Palais de la Bourse, Lille, 18h

17 mai : Salon Agr’Hauts, Saint-Laurent-Blangy, Artois Expo, 9h-17h

8 juin : Soirée Invest’Innove, Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Barœul, 17h30

PORTRAITS **express**

COCA-COLA ENTREPRISE PRODUCTION

Arnaud Lallemand

Un nouveau patron pour un site en pleine croissance

Arnaud Lallemand prend la direction de Coca Cola à Socx, près de Dunkerque. Cet ingénieur généraliste diplômé de l'UTC de Compiègne en 2001 a derrière lui un parcours de 20 ans en France comme à l'international dans le secteur des produits de grande consommation. Il a notamment travaillé 10 ans chez Kimberly-Clark Europe. Chez CCEP, la société d'embouteillage et de distribution de Coca Cola, il a dirigé les opérations industrielles d'une usine en Suède et les services techniques équipements en France. Ses nouvelles fonctions le portent donc à la tête de la plus grosse usine de Coca-Cola en France, qui compte 400 salariés et produit 600 millions de litres par an. L'usine vient d'annoncer un nouvel investissement de 30 M€.



URSSAF

Sophie Mellin

Une autre figure de la CPME succède à Yvonne Tassou

Sophie Mellin est élue présidente pour quatre ans de l'Urssaf Nord-Pas-de-Calais où elle succède ainsi à Yvonne Tassou. Dirigeante d'Exact Emploi, à Liévin, spécialisée dans les ressources humaines et notamment le travail temporaire, Sophie Mellin est élue de l'organisme paritaire au titre de la CPME. Formée au notariat, l'élue patronale était déjà la tête du conseil départemental de l'Urssaf du Pas-de-Calais. Elle pilotera l'Urssaf Nord-Pas-de-Calais avec trois vice-présidents, Didier Roche (CFDT), Jean-Luc Marcotte (U2P) et Patrick Malbranque (CFDT).



Mouvements

> I-TRANS

A 61 ans, Stéphane Torrez est élu président du pôle de compétitivité i-Trans. Fonction qu'il a déjà occupée en 2015 et 2016 lors du rapprochement avec



l'IRT Railenium. Au compteur de cet ingénieur, plus de 25 années à la tête d'entreprises industrielles, de l'ETI au grand groupe international. Il a notamment été responsable Nord-Est de Technip à Paris (management, ingénierie et construction pour l'industrie de l'énergie), puis directeur Europe du sud du fournisseur de systèmes de climatisation Howden en 1996 à Lille. Dès l'année suivante, Stéphane Torrez enchaîne les rôles de présidence. D'abord de Mecatel à Lillers pendant cinq ans, puis d'Apave en 2009 à Paris, avant d'assurer celle du groupe francilien Sopemea.

> ALZPROTECT

Susanna Del Signore, 64 ans, devient directrice médicale de la biopharma lilloise spécialisée dans les maladies neurodégénératives. Diplômée en médecine de l'université de Rome, cette Italienne a travaillé plus de 20 ans dans l'industrie pharmaceutique, notamment dans le domaine de la neurologie. Elle a ainsi exercé chez



Servier, Sanofi, puis dans l'entreprise de biotechnologie Biophytis, avant de rejoindre l'Agence européenne du médicament. En 2015, elle a fondé à Londres la société BlueCompanion, spécialisée dans la conception et la mise en œuvre de projets de e-santé. Son arrivée coïncide avec une phase stratégique dans le développement de la molécule phare d'Alzprotect, l'Ezeprogind (lire p.14).

> EPF HAUTS-DE-FRANCE

Catherine Bardy, 58 ans, est la nouvelle directrice générale de l'établissement public foncier régional. Elle succède à Slimane Bouakil qui assurait l'intérim depuis octobre. Enarque et ingénieure en environnement et aménagement régional, Catherine Bardy a débuté comme chargée d'études en urbanisme à la Ville d'Amiens (1987). Elle occupera les mêmes fonctions en 1990 à la Ville



d'Argenteuil, avant d'être nommée responsable de l'atelier d'urbanisme de la ville. Elle consacre par la suite une grande partie de sa carrière aux transports publics. Elle sera notamment chef du bureau des services ferroviaires au ministère chargé des transports (2000), secrétaire générale de l'Établissement public de sécurité ferroviaire (2006) ou encore

directrice de l'exploitation au Syndicat des transports d'Ile-de-France (2012). Depuis 2017, elle était directrice adjointe de la DREAL Hauts-de-France.

> TEREOS



Ludwig de Mot devient président du directoire du sucrier Tereos, en remplacement de Philippe de Raynal, qui ne sera resté qu'un an. Ce belge de 58 ans a une formation d'ingénieur civil en électro-mécanique à Louvain. Il a dirigé plusieurs grands groupes comme Lhoist (minéraux et chaux) ou encore SCA Packaging. L'arrivée du dirigeant doit clore une période très délicate pour la gouvernance du groupe, qui s'était soldée notamment par l'éviction d'Alexis Duval. Tereos réalise un chiffre d'affaires de 4,3 mds€, avec un niveau de dette encore très élevé (2,3 mds€). Tereos compte quatre sucreries dans le Nord et le Pas-de-Calais.

UN MAGAZINE
100% RÉGIONAL
SUR L'ESSENTIEL
ÉCONOMIQUE



Ayez une relation privilégiée
avec les 40 000 lecteurs CSP+
de la région en communiquant
dans Eco121 !

FAITES COMME DE NOMBREUX DÉCIDEURS
ET ACTEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

CONTACT
03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr



Artec

ALLTRUCKS

TRUCK & TRAILER SERVICE



KNORR-BREMSE



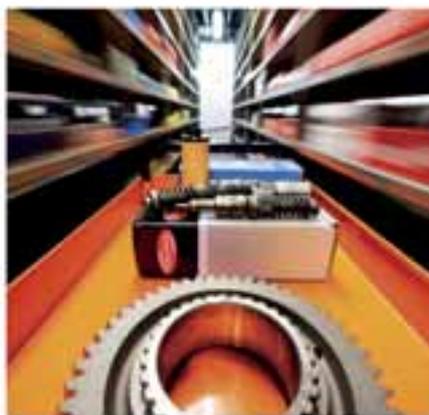
BOSCH



Artec, réparateur Alltrucks, spécialiste poids lourds, véhicules utilitaires, cars, bus, camping-cars et semi-remorques toutes marques



Diagnostic, entretien & réparation FAP, injection, moteur, boîte, culasse, chauffage, ralentisseur, géométrie, VGP...



Pièces détachées toutes marques ZF, Bosch, TechniFap, Dometic, Webasto, Eberspächer, Telma Europart, Delphi...

ARTEC

Rue de la Pointe 59113 Seclin

03 20 58 12 09

www.artec59.fr

Abonnez-vous en ligne sur www.eco121.fr !

1 AN
64,90€

INFOS 03 55 33 21 05



Éco121

BULLETIN D'ABONNEMENT



OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

1 an (10 n°) au prix de **64,90€**

2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

☛ **Abonnement multiple :** nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse

Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM

PRÉNOM

SOCIÉTÉ / ORGANISATION

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉL.

E-MAIL

Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille



Daniel
Essa

*De Damas à Roubaix,
il impose sa griffe*

Trois ans après son arrivée en France, le styliste éponyme, réfugié de guerre, lance sa marque de baskets de luxe. Depuis son atelier roubaisien, il chausse des clients dans le monde, dont des stars américaines.

TEXTE Julie Kivavué

Daniel Essa est syrien. En 2013, ce trentenaire aux yeux bleus a dû fuir Damas, alors en proie aux bombes. Derrière lui, toute une vie. Un premier atelier de mode ouvert dans la capitale syrienne, une émission de relooking diffusée sur une grande chaîne locale, mais surtout sa famille. Celle-ci a quitté Homs pour les montagnes de Marmarita, à quelques kilomètres de la frontière libanaise. Daniel Essa, lui, met le cap vers l'Europe. Après une brève année en Espagne, celui qui est ressorti major de sa promo à Esmod Damas débarque en France, armé de sa seule ténacité. « *Je savais dire bonjour, bonsoir et bonne nuit... En gros, rien qui pouvait me permettre de tenir une discussion !* », sourit Daniel Essa, qui apprendra le français sur Internet. « *En arrivant à Paris, je ne parlais pas de zéro mais de -15 ! Le chemin a été long et parfois très difficile, confie-t-il. J'ai beaucoup douté, oui... mais je n'ai rien lâché* ».

“Je ne parlais pas de zéro mais de -15 !”

Conseillé par un ami installé à Lille, le jeune homme pose définitivement ses valises dans la métropole lilloise. Avec pour seule idée en tête, celle qui l'anime depuis son plus jeune âge : créer sa propre marque de luxe dans l'univers très concurrentiel de la basket de ville. Un sacré challenge. Pour autant, à l'été 2017, Daniel Essa convainc Maisons de mode à Roubaix de l'accompagner dans la création de sa marque. « *Il est arrivé en comité de sélection avec ses dessins et un simple nuancier de cuir. C'est tout, se souvient Emmanuelle Axer, directrice de l'accélérateur de talents, qui ne tarit pas d'éloges sur le créateur. On a décelé quelque chose d'assez rare chez lui : Daniel a deux cerveaux, ceux d'Yves Saint Laurent et de Pierre Berger. C'est un petit génie à la vision long terme,*



quelqu'un d'exigeant et de perfectionniste, qui a une pudeur qui séduit tout le monde ! »

La marque « Daniel Essa » verra le jour quelques mois plus tard, avec une première gamme nommée sobrement « Toi et moi ». Cinq ans plus tard, la jeune société compte cinq gammes et dévoilera la sixième en juin.

Fabrication italienne

Sa griffe, l'entrepreneur l'a voulue de grande qualité, minimaliste et élégante. Ses baskets, « confortables, légères et personnalisables » sont en 100% cuir durable certifié. Elles sont fabriquées à la main dans des ateliers italiens. Les mêmes qui produisent d'autres marques de luxe. « *Ils m'ont accueilli car j'ai prouvé que mes techniques de création et de fabrication étaient innovantes et qu'elles pouvaient faire toute la différence* », estime Daniel Essa. Ses chaussures sont vendues entre 300 et 500€ au Printemps (Lille et Paris), dans la boutique Level Shoes à Dubaï, référence des marques de luxe dans le pays, mais aussi dans d'autres boutiques au Qatar, au Koweït, et bientôt en Italie et aux États-Unis.

Certaines stars hollywoodiennes n'ont pas attendu l'arrivée de la marque outre-Atlantique pour se faire plaisir. L'actrice Whoopi Goldberg s'en est offert plusieurs paires dès 2018. « *On commençait à produire les premières paires. Elle a remarqué*

Whoopi Goldberg et plusieurs vedettes se sont déjà laissés séduire par ses créations.

celle que portait un directeur artistique américain à la Fashion week et quelques jours plus tard, je recevais un mail de sa part », raconte le créateur. S'ensuivent le mannequin Olivia Palermo ou la comédienne Bella Thorne, entre autres.

Pour l'heure, Daniel Essa porte toutes les casquettes ; dirigeant fondateur, directeur du design, commercial ou encore responsable production. « *Je supervise tout de A à Z car je suis très exigeant. Je veux que mon produit soit parfait. Mais à terme bien sûr, l'objectif est de déléguer certaines tâches* ». Actuellement, deux personnes l'épaulent à l'atelier Boulevard Jean-Lebas. Equipe qu'il souhaite muscler rapidement grâce à sa toute première levée de fonds, espérée courant 2022 ■

LES



PROJETS RÉGIONAUX

QUI VONT RÉVOLUTIONNER
LA SANTÉ DE DEMAIN

> Dossier

Qui sait que plusieurs avancées majeures pour la santé humaine mûrissent dans les labos et biotechs des Hauts-de-France ? Dans ce numéro, Eco121 a choisi de mettre en lumière ces structures qui, dans l'ombre et les difficultés propres à ces recherches et développements au temps souvent très long, vont apporter des bénéfices parfois considérables à la condition humaine. Découverte.

TEXTES Olivier Ducuing, Julie Kiavué et Guillaume Roussange

InBrain Pharma, Vaxinano, Lattice Medical, Hemeron... Leur nom ne vous dit rien ? Pourtant, ces entreprises régionales ont toutes un point commun : elles pourraient bouleverser la médecine de demain. Dans leurs labos, sur leurs paillasses, elles se démènent - parfois depuis de très nombreuses années - pour trouver LE remède contre la maladie de Parkinson, la toxoplasmose ou encore le glioblastome, le pire des cancers du cerveau. Ce mois-ci, Eco121 met en lumière 10 de ces biotech et medtech ou structures très prometteuses, chacune dans leur domaine. Leur émergence en région n'est pas le fruit du hasard ou de leur seule bonne étoile. Avec d'autres, elles bénéficient d'un terreau fertile à leur développement et à l'innovation. Un écosystème solide, fort des CHU de Lille mais aussi d'Amiens, de milliers de chercheurs, de facultés et, depuis peu, d'investisseurs spécialisés avec CapTech Santé. Le tout, animé par le pôle d'excellence Eurasanté qui, depuis plus de 20 ans, a permis à notre région - devenue troisième pôle santé de France - de se

structurer pour porter des entreprises à fort potentiel en terme de santé publique. Nourrie par la profondeur de sa recherche et la présence de leaders mondiaux de la santé, la Healthtech nordiste a une vraie carte à jouer. En pleine pandémie, elle a fait preuve d'un dynamisme certain, soulignant la place singulière de nos industries de santé et l'extrême nécessité de relocaliser leurs capacités de production.

Malgré les difficultés qu'elles rencontrent pour grandir et financer leurs recherches sur la durée, nos pépites incarnent clairement cette filière d'excellence. Les pouvoirs publics en ont bien pris conscience. Résultat : l'année 2021 fut celle de l'accélération pour le secteur. Avec un record d'investissement industriel en région pour plus d'1,5 milliard d'euros - largement abondé par le plan France Relance -, un record également d'implantations, de développements et de créations.

Focus sur dix projets régionaux qui devraient permettre de vrais bonds à la santé humaine ■



1

INBRAIN PHARMA : UN ESPOIR POUR LES MALADES DE PARKINSON

Il y a 22 000 en Hauts-de-France, 200 000 à l'échelle nationale, à souffrir de la maladie de Parkinson. Demain, grâce à une technologie lilloise, leurs mouvements incontrôlés, douleurs ou encore anxiété pourraient être sensiblement réduits. voire anihilés. A l'origine de cette innovation brevetée ? InBrain Pharma, née de la recherche académique du CHU de Lille, de l'Université de Lille et de l'Inserm. Incubée à Eu-

rasanté, InBrain Pharma a développé un système de traitement consistant à administrer directement dans le cerveau la dopamine manquante aux patients, responsable des troubles moteurs importants. Le traitement actuel repose sur une prise orale répétée de L-Dopa. Toutefois, sa durée d'action est limitée et il entraîne des complications motrices particulièrement invalidantes chez la moitié des patients après 5 ans de traitement, et chez 80% d'entre eux après 10 ans.

La solution de dopamine d'InBrain Pharma est stockée dans une pompe implantée sous la peau, dans la région abdominale du patient. Cette pompe est reliée par un fin cathéter chargé de distribuer la dopamine dans le cerveau. Actuellement, la société du Dr Matthieu Fischella et des Prs David Devos et Caroline Moreau réalise au CHU de Lille des essais cliniques dont les premiers résultats sont très prometteurs. Prochaine étape : préparation des essais de phase III, avec une levée de fonds de 20 M€, avant une mise sur le marché et la commercialisation de la technologie ■

Création : 2018
Effectifs : 5
Bénéfice santé : diminution voire disparition des symptômes de Parkinson
Avancement : essais cliniques de phase III prévus pour fin 2024, via notamment une levée de fonds de 20 M€



2

VAXINANO INVENTE LE TOUT PREMIER VACCIN NASAL

Après 10 ans de recherches, le Pr Didier Betbeder est parvenu à une première mondiale : un vaccin en spray nasal - donc indolore - contre la toxoplasmose. A ce jour, aucun traitement n'existe contre cette infection parasitaire redoutable notamment pour les femmes enceintes et les personnes immunodéprimées. Les enjeux sont pourtant colossaux : la toxoplasmose concernerait deux milliards de personnes dans le monde, indique le Pr Didier Betbeder, président fondateur de Vaxinano. Sans adjuvant et composé d'antigènes du toxoplasme, couplés à des nanoparticules

d'amidon, le vaccin de Vaxinano est une réelle innovation et produit selon les principes de la chimie verte. Son efficacité a été démontrée chez la souris, la brebis et surtout chez plusieurs centaines de primates. Une nouvelle campagne de vaccination de milliers de singes sera bientôt lancée dans plusieurs parcs zoologiques d'Europe, d'Amérique du Sud et aux Etats-Unis.

La biotech nordiste, installée sur le Parc Eurasanté, a également fait ses preuves dans le blocage de l'infection et de la transmission de virus

comme ceux de la grippe et de la Covid-19. Depuis 3 ans, elle développe aussi un vaccin thérapeutique contre la leishmaniose, un parasite provoquant des affections cutanées ou viscérales invalidantes, voire mortelles, chez l'Homme et l'animal.

Cette année, Vaxinano souhaiterait boucler une levée de fonds de 10 M€ (dont 7,5 M€ en equity) pour lancer fin 2023 ses premiers essais cliniques humains. L'entreprise compte créer une filiale dédiée à l'activité humaine dont les premiers postes sont d'ores et déjà ouverts ■

Création : 2016

Effectif : 12. Recrutement en cours

Bénéfice santé : stopper l'infection sans douleur grâce à une vaccination nasale sans adjuvant

Avancement : en recherche d'une levée de 10 M€ pour financer les tests humains dès 2023



3

ALZPROTECT ENFIN UN MÉDICAMENT CONTRE LA MALADIE D'ALZHEIMER ?

Après 15 années de développement et de recherches, Alzprotect arrive en phase finale dans sa quête d'une solution disruptive contre les maladies neurodégénératives. « C'est l'année clé », reconnaît Philippe Verwaerde (photo), dirigeant de la biopharma lilloise. L'enjeu est énorme puisque la maladie touche 50 millions de personnes sur la planète, et va s'envoler les prochaines décennies. Toutes les tentatives de biotechs par approche d'anticorps ont échoué jusqu'à présent mais Alzprotect a eu dès l'origine l'intuition d'une nou-

velle approche thérapeutique en agissant concomitamment sur trois marqueurs neurologiques (peptide amyloïde, protéine tau et neuro-inflammation).

Et sa molécule, l'Ezeprogind, s'est révélée très concluante chez l'animal pour régénérer les neurones et reconstituer les capacités cognitives via la progranuline. Elle est désormais testée en phase clinique 2A chez 36 patients, atteints de Paralyse Supranucléaire Progressive (proche d'Alzheimer), qui s'achèvera en juillet. En 2018, la biopharma avait ouvert son capital au fonds d'investissement Xerys Invest,

pour 14 M€. Philippe Verwaerde vise une levée intermédiaire de 5 à 10 M€ dans les prochains mois auprès de fonds européens, avant une levée aux Etats-Unis de l'ordre de 50 M€, après publication des résultats définitifs en octobre. Signe important pour cette phase finale, Alzprotect vient de recruter une directrice médicale de haut vol, Susanna Del Signore (voir Carnets) ■

Création : 2007

Effectifs : 8

Bénéfice santé : la régénération des connexions neuronales, au profit des malades d'Alzheimer ou Parkinson notamment

Avancement : résultats phase 2A attendus en octobre 2022

4

OSMOZ, LES PREMIERS COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES CHIMIO-COMPATIBLES

Elles se nomment Vitalité, Sommeil et Digestion. Ce sont les trois références de la toute première gamme de compléments alimentaires naturels chimio-compatibles en France. A la tête de cette innovation : Osmoz, une jeune pousse lilloise fondée début 2022 par Alexandre Chavatte, docteur en pharmacie, après deux ans de recherches. « Plus de 60% des personnes traitées sont

en quête de solutions naturelles pour réduire les effets indésirables de leur chimiothérapie, indique l'entrepreneur. Sauf qu'aujourd'hui, il n'existe pas de produits naturels compatibles, c'est-à-dire qui n'altèrent pas les médicaments administrés en chimio ».

Les compléments alimentaires d'Osmoz s'adressent donc à une cible très importante : plus de 325 000 Français suivent une chimiothé-

rapie chaque année. « Et la gamme d'Osmoz apportent aussi des bienfaits aux personnes qui ne sont pas concernées par le cancer et la chimio », précise Alexandre Chavatte.

Incubé à Euralimentaire et Eurasanté, il a lui-même sélectionné, pendant plusieurs mois dès 2020, les plantes utilisées dans ses formulations. Un long travail de recherches validé par un comité scientifique, puis par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). « L'ambition est évidemment de développer de nouvelles formulations. Trois autres références compléteront la gamme dès septembre. Au même moment que notre déploiement au national », indique le jeune dirigeant, qui espère également réaliser ses premiers recrutements à court terme ■



Création : 2022

Effectif : 1

Bénéfice santé : réduire les effets indésirables de la chimiothérapie grâce aux plantes

Avancement : début de la commercialisation, avant un déploiement au national en septembre prochain

5

EPPUR RÉVOLUTIONNE LE FREINAGE DU FAUTEUIL ROULANT MANUEL

Aujourd'hui en France, 650 000 personnes - 65 millions dans le monde - sont en fauteuil roulant. Et à ce jour, ce sont leurs mains qui servent de... plaquettes de frein ! S'ils sont de plus en plus perfectionnés, étonnamment, les fauteuils roulants manuels ne disposent toujours pas de frein. Un constat qui pousse Colin Gallois et Lancelot Durand, deux anciens de chez Décathlon, à se pencher sur la question. Après 4 ans de R&D, ils créent Eppur en 2020 à Lille. Incubée à Eurasanté, l'entreprise a mis au point « Dreeft », une paire de roues intégrant le tout pre-

mier système de freinage pour fauteuil manuel. Ergonomique, Dreeft s'installe par simple clip. Cette technologie « évite le frottement des mains et demande surtout 5 fois moins d'effort de la part de l'utilisateur par rapport au freinage actuel », détaille Colin Gallois. Dreeft s'inspire du freinage des vélos hollandais et fonctionne par rétro-pédalage. Eppur a installé sa chaîne d'assemblage au BTWIN Village de Décathlon à Lille. Elle réalise ses évaluations techniques, en conformité avec les normes nationales, avec le labo du CERAH, spécialisé notamment sur les fauteuils roulants. L'objectif à terme est de permettre un remboursement des roues Dreeft (vendues 1 900€) par la Sécurité sociale. Les fondateurs espèrent une réponse favorable courant 2023. En attendant, après une campagne de précommande entre mars et avril, ils s'apprentent à démarrer la commercialisation en septembre via un réseau national de revendeurs de dispositifs médicaux ■



Création : 2020

Effectif : 5

Bénéfice santé : évite les frottements des mains lors du freinage

Avancement : démarrage de la commercialisation en septembre



6

FAIRE FACES : UN CENTRE MONDIAL AU SERVICE DES DÉFIGURÉS

Il est enfin sorti de terre. Treize ans après sa création, l'Institut Faire Faces – centre de recherche international dévolu à la recherche sur la défiguration – a enfin son bâtiment dédié. Si sa gestation a été longue, c'est que les professeurs Bernard Devauchelle et Sylvie Testelin, pionniers du domaine depuis la première greffe complète d'un visage en 2005, ont dû batailler ferme pour obtenir les financements nécessaires à la création du centre, financé à hauteur de 14 M€ par l'Europe et les collectivités, et de 10,5 M€ de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR). Outre le bâtiment de 3 750 m², l'enveloppe financière a servi à acquérir les équipements de pointe nécessaires au travail des 55 chercheurs de l'institut, mais aussi à son animation. L'Institut s'est en effet donné trois missions principales : la recherche multidisciplinaire dans l'ingénierie tissulaire, la robotique ou les

sciences humaines ; la formation au geste chirurgical et enfin, la sensibilisation du grand public au handicap facial. « *L'objectif est de mettre la recherche fondamentale au service de la prise en charge de la défiguration* », indique Bernard Devauchelle. Outre les laboratoires, plateformes d'imagerie, robots chirurgicaux, le centre sera

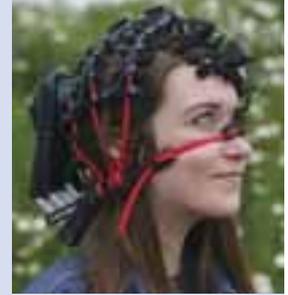
équipé d'un bloc opératoire dédié à la chirurgie expérimentale, d'un amphithéâtre de 150 places connecté aux salles d'opération du CHU et de différentes salles de conférence et de réunion. Une galerie d'exposition et des espaces de séminaires ont également été prévus. L'Institut Faire Faces doit être administré par une fondation de coopération scientifique, habilitée à recevoir des dons, réunissant une dizaine de membres dont l'Université de Picardie Jules Verne, Université de technologie de Compiègne, le CHU, le CEA ou les laboratoires Brothier ■

Création : 2009
Effectif : 50 chercheurs
Bénéfice santé : améliorer la prise en charge des personnes défigurées
Avancement : centre ouvert cette année



7

MEDELOPT, UN CASQUE PORTABLE POUR LES IRM CÉRÉBRALES



Réaliser une IRM sur les lieux mêmes d'un accident, de la route par exemple. Ce rêve que bien des urgentistes nourrissent pour gagner du temps, et donc augmenter les chances de survie des patients, pourrait bien demain devenir réalité. Au CHU d'Amiens, après dix années de recherche, le professeur Fabrice Wallois a en effet mis au point Medelopt, un casque d'imagerie cérébrale portable capable d'analyser l'activité électrique des neurones, mais aussi l'hémodynamique du cerveau grâce à la spectroscopie. En résumé : l'objectif est d'obtenir une cartographie des compartiments neuronal et vasculaire du cerveau. Ses applications ? Pour l'heure, la recherche fondamentale dans le domaine neurosciences ; à terme le

développement d'instruments cliniques destinés à faciliter la réalisation d'IRM, en cas d'urgence, mais aussi chez de jeunes patients par exemple. Au-delà des applications strictement médicales, l'entreprise collabore sur de nouvelles applications numériques, permet-

Création : 2018
Effectif : 6
Bénéfice santé : simplifier la réalisation d'IRM cérébraux
Avancement : en phase de commercialisation, une seconde levée de fonds en préparation

tant de monitorer les fonctions cérébrales dans les mondes de la réalité virtuelle, du metaverse. Tous ces développements sont assurés par la société Seenel Imaging, née à Amiens, avant d'être incubée au sein d'Eurasanté, puis de s'installer à Plaine Images, tout en gardant ses bureaux amiénois. « *Nous travaillons déjà avec des laboratoires en neurosciences en France, en Suisse, en Belgique et nous finalisons un accord en Allemagne. Notre objectif est aujourd'hui de passer de la recherche pure à des applications "grand public"* », indique Thomas Fontaine, président de l'entreprise. Pour ce faire, Seenel, qui ne communique pas son chiffre d'affaires, a déjà réalisé une première levée de fonds « *supérieure à un million d'euros* » et s'appête à en opérer une seconde dont les détails seront dévoilés dans quelques mois. Objectif : permettre d'accélérer le développement commercial de l'entreprise, en Europe, mais aussi aux Etats-Unis et au Canada ■



Votre histoire stimule le futur.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



BANQUE
PRIVÉE

Toutes les histoires d'entrepreneurs sont singulières. Certaines s'enracinent depuis plusieurs générations. D'autres sont plus récentes, comme celles de start-up promises à un avenir robuste.

Ces histoires, pourtant différentes, provoquent la même prise de conscience.

Celle de démontrer que c'était possible.

Avec une conséquence positive immédiate, celle de stimuler le futur.

Stéphanie Olié - Directrice Banque Privée - 06 82 82 37 28* - stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr**

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE - Société anonyme à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 000 € - Siège social : 100 rue de Valenciennes 95000 Clichy-la-Guyon - 02 35 35 35 35 - www.caisse-epargne-hauts-de-france.fr - CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE - Société anonyme à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 000 € - Siège social : 100 rue de Valenciennes 95000 Clichy-la-Guyon - 02 35 35 35 35 - www.caisse-epargne-hauts-de-france.fr - CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE - Société anonyme à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 000 € - Siège social : 100 rue de Valenciennes 95000 Clichy-la-Guyon - 02 35 35 35 35 - www.caisse-epargne-hauts-de-france.fr

8

LATTICE MEDICAL : LA RECONSTRUCTION MAMMAIRE NATURELLE APRÈS UN CANCER

Une femme sur huit dans le monde est atteinte d'un cancer du sein. 40% d'entre elles subissent une ablation et seulement 15% ont accès à la reconstruction mammaire, en raison des techniques actuelles peu adaptées. Pour répondre aux besoins cliniques, mais surtout pour offrir aux femmes l'opportunité de retrouver leur corps, Lattice Medical a développé Matisse. Une bio-prothèse mammaire permettant la reconstruction naturelle du sein, par la régénération en 3 à 6 mois des tissus adipeux de ce dernier. Imprimée en 3D, et protégée par deux brevets, Matisse ne

demande qu'une chirurgie puisqu'elle est complètement résorbable après la reconstruction du sein.

A la tête de cette prothèse nouvelle génération, Julien Payen. Il a cofondé Lattice Medical en 2017 qui emploie déjà aujourd'hui 17 personnes. 80% des effectifs sont au siège, sur le Parc Eurasanté à Loos. Le reste de l'équipe est situé à Wervicq-Sud, dans une salle blanche chez Cousin Surgery, partenaire de la jeune pousse depuis maintenant deux ans. Lattice Medical a récemment été primée par le Conseil européen de l'innovation financière à travers son sélectif

programme Accelerator. La société a décroché 2,5 M€ de subventions et une promesse d'entrée en equity de l'Europe à son capital, à hauteur de 5 M€.

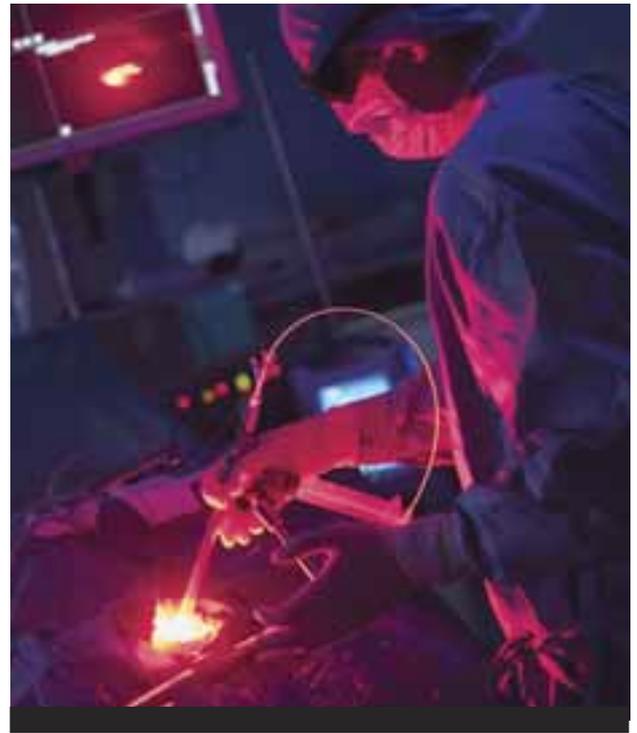
Objectif : lancer fin 2022, et pour deux ans et demi, les essais cliniques de Matisse dans des centres étrangers puis français ■

Création : 2017

Effectif : 12

Bénéfice santé : permet la reconstruction mammaire naturelle

Avancement : préparation du lancement des essais cliniques fin 2022



9

HEMERION : UN PACK ANTI-CANCER DU CERVEAU

Le glioblastome est un cancer du cerveau terrible, dont le pronostic est fatal, dans les deux ans en moyenne. C'est sur cette maladie qui affecte environ 30 000 nouveaux patients chaque année en Europe et aux Etats-Unis qu'Hemerion Therapeutics a développé une approche très novatrice. Il s'agit de conjuguer l'usage d'une molécule envoyée dans les zones cancéreuses et du laser : illuminé par la lumière laser, le médicament va détruire les seules cellules tumorales. Cette technique combinatoire, utilisée en complément de la chirurgie et

avant l'administration d'autres traitements, se révèle prometteuse pour ce type de cancers, avec une première étude déjà concluante sur des patients. Elle pourrait aussi être déclinée dans d'autres champs de cancers dits en échappement thérapeutique. Plusieurs évaluations précliniques sont déjà en cours dans ce sens. Créée en 2020, la biotech lilloise est le fruit de plus de 10 ans de recherche au sein d'un laboratoire Inserm associé à l'université de Lille et au CHU de Lille. Après une première ouverture de capital en amorçage, qui avait permis de réunir 1,7 M€, la société dirigée par Maximilien Vermandel vient d'en recueillir 3,5 M€ de plus, apportés en fonds propres par le FIRA Nord Est, Nord France Amorçage et CapTech Santé Nutrition, accompagnés en prêt par Bpifrance. De quoi envisager sereinement le passage à une étude de clinique internationale de phase II aux Etats-Unis en lien avec l'hôpital Mount Sinai de New York ■

Création : 2020

Effectif : 8

Bénéfice santé : allonger la survie et la qualité de vie des malades du pire cancer du cerveau

Avancement : deuxième tour de table de 3,5 M€ tout juste bouclé. Essai clinique de phase II prévu au S1 2023 aux Etats-Unis

10

ELICAN BIOTECH MISE SUR LE CANNABIS ANTI DOULEUR



Création : 2019
Effectif : 8
Bénéfice santé : soulager les douleurs chroniques
Avancement : consolidation de la R&D en vue de la création d'une filière nationale

Depuis mars 2021, et pour encore un an, la France mène une expérimentation sur le cannabis médical auprès de 3 000 patients souffrant d'épilepsie, de douleurs neuropathiques ou de sclérose en plaques. Pour l'heure, ces patients ne sont traités qu'avec des produits étrangers. La France n'autorise la culture de cannabis médical que depuis deux mois. Une aubaine pour la biotech lilloise Elican qui développe un médicament 100% français sous forme d'aérosol. L'enjeu est important : « On estime que près de 800 000 Français pourraient aussi bénéficier du cannabis thérapeutique pour soulager leurs douleurs chroniques », souligne le cofondateur d'Elican Henry Hennion, qui cumule 25 années dans l'industrie pharmaceutique.

Il poursuit : « L'ANSM a jugé pertinent l'usage du cannabis thérapeutique pour certains patients. Désormais, tous les acteurs attendent l'ouverture du marché à la prescription ». Sa société, créée en 2019, espère proposer son médicament mi-2024, pour une commercialisation courant 2025. En parallèle, Elican œuvre - avec d'autres - à la création d'une véritable filière française ; de la culture de la graine jusqu'à la production de médicaments et leur prescription. « Les innovations technologiques et de process d'Elican nous permettront de proposer des médicaments beaucoup plus qualitatifs que ceux actuels, produits à faible coût et de façon écologiquement responsable », conclut Henry Hennion ■

ET AUSSI

La pharma-biotech en chiffres

175 entreprises
 13 000 salariés
 6 Mds € de CA
 3,1 Mds € de CA à l'export

Poids de la pharma-biotech pour la filière santé régionale

1 salarié sur 4
 + 50% du CA
 80% du CA à l'export

Notre territoire recèle bien d'autres pépites. Comme toutes les listes, la nôtre est non exhaustive et arbitraire. Citons par exemple :

NEWCARD, spécialisée dans la télésurveillance des pathologies chroniques. Créée par deux cardiologues, la jeune pousse lilloise a lancé deux services connectés ; *1 Minute pour mon Coeur* qui prévient en amont la décompensation cardiaque et *1 Minute pour mes Reins* pour alerter, grâce à différentes mesures quotidiennes, les personnes greffées d'un rejet ou de complications.

AXORUS a développé une rétine artificielle dédiée aux personnes atteintes par la DMLA, la dégénérescence maculaire liée à l'âge. Avec sa rétine bionique, la société espère s'approcher d'un dixième d'acuité visuelle, soit le seuil minimum pour voir sans assistance.

IMABIOTECH est spécialisée dans l'analyse moléculaire. Elle fournit des services précliniques pour accélérer le développement de nouveaux médicaments et développe de nouveaux outils dans le diagnostic médical.

REVERTECH développe la première prothèse intestinale entièrement automatisée et ambulatoire se substituant aux parties défaillantes de l'intestin.

GENOSCREEN pionnière en France du séquençage ADN, du génotypage et de la bioinformatique. Ses travaux visent à rechercher des déterminants génétiques dans le champ des maladies métaboliques (le diabète, par exemple) et dans celui des maladies neurodégénératives comme l'Alzheimer. En parallèle, la société développe l'identification et le typage de micro-organismes notamment des bactéries.

AP PHARMA vise à devenir le leader de la régénération de médicaments. Avec l'ambition affichée d'apporter des thérapies curatives pour les maladies graves non traitées, telles l'arthrose, la dégénérescence maculaire ou les infections respiratoires aiguës et chroniques.



ETIENNE

VERVAECKE

DG D'EURASANTÉ

“EN TERME DE SOUTIEN À LA FILIÈRE SANTÉ, IL N'Y A PAS D'ÉQUIVALENT EN FRANCE”

La pandémie a mis la filière santé régionale en ébullition. Les investissements, en partie grâce au plan de Relance, et les projets de réindustrialisation se multiplient. Comment maintenir la dynamique ?

En étant présent et actif partout où il y a des projets ! Je pense que le soufflé du développement et de la capacité industrielle de la filière ne retombera pas. Avec la Covid, la leçon de la souveraineté nationale a bien été apprise. Effectivement, l'effet d'aubaine a été France Relance. Mais tout l'argent n'a pas encore été distribué donc on peut s'attendre à d'autres annonces d'investissements. C'est un vœu et un espoir que je formule. Le dynamisme de la filière se traduit aussi par la création de nouvelles entreprises. On bénéficie de la conjugaison de deux tendances : l'intérêt des

investissements dans la santé et la volonté notamment des moins de 30 ans de se mobiliser dans l'entrepreneuriat de notre filière.

Où sont les technologies de rupture dans le biomédical régional ?

Dans les dispositifs médicaux, comme la pompe à dopamine d'InBrain Pharma, ou encore dans l'univers du vivant et le développement de nouvelles solutions thérapeutiques. On en trouve également dans la santé numérique. Un milieu très puissant depuis 3-4 ans et en nette accélération depuis la Covid car les patients et les médecins ont été désinhibés face au numérique. La croissance a aussi été impulsée par la jeune génération de chercheurs et de médecins qui a intégré le numérique et ses outils dans un milieu très conservateur.

Après Fontenay-aux-roses (Hauts-de-Seine), Tours s'apprête aussi à accueillir son incubateur de medtech. Notre région a-t-elle les moyens d'être un territoire clé pour la santé de demain ?

En terme de soutien à la filière santé, il n'y a pas d'équivalent en France. Nous avons tous les instruments et la vitalité d'accompagnement. On dispose de tout un substrat d'offres de services pour favoriser l'éclosion de projets innovants. Nous avons l'infrastructure disponible, encore plus demain avec le Hub Eurasanté dès 2024. Mais également le capital à travers CapTech Santé. Les 40 M€ de collecte sont attendus au 2e trimestre. Là aussi, il n'y a pas d'équivalence en France.

“ON N'A PAS ENCORE ATTEINT LA TAILLE QU'ON MÉRITERAIT D'AVOIR”



Quelles sont les conditions pour que l'innovation fonctionne en Hauts-de-France ?

Ça commence par un fort investissement en recherche. Couplé évidemment au soutien financier et à l'attractivité. Eurasanté à la volonté d'être l'un des trois lauréats de l'appel à projet national Biocluster. Il y a 100 M€ à la clé. Medtech, santé numérique, outils numériques et nutrition sont les thèmes de cet appel à projet. Dans chacun d'eux, nous avons en région des excellences. La désignation de Biocluster et la densification de la nappe phréatique qu'est notre recherche académique nous feront accélérer... On n'a pas encore atteint la taille qu'on mériterait d'avoir

■ Recueilli par Julie Kivaué

Louvre-Lens : 10 ans déjà, et après ?



Région. Avec son ADN à part ancré dans la sociologie de son territoire, l'autre Louvre affirme une griffe différente. Pour ses dix ans, un programme d'envergure connecté avec les acteurs locaux doit prolonger son rôle de levier territorial.

La Sainte-Barbe 2022 (le 4 décembre donc) sonnera les 10 ans de l'inauguration de cet équipement majeur voulu par l'Etat... même s'il en a laissé l'essentiel du financement et du fonctionnement aux collectivités territoriales (lire Eco121 n°114). La même année marquait aussi l'inscription six mois plus tôt du bassin minier au patrimoine mondial de l'Unesco. Après des débuts difficiles, une mobilisation longue à venir des collectivités et des milieux économiques autour de l'arrivée du plus grand musée du monde, la dynamique est désormais clairement enclenchée, veulent croire les acteurs du territoire et du musée. Autour d'une certitude : le Louvre-Lens n'est pas un musée comme les autres. « Nous avons dix points de plus d'employés et d'ouvriers parmi les visiteurs que la moyenne nationale, soit 23% contre 13% », se félicite Marie Lavandier, conservatrice d'un musée vécu comme un levier de transformation du territoire. Avec une fréquentation inédite de population locale (250 000 Lensois depuis l'ouverture, pour une population de 30 000 habitants), « un ancrage local qui pour moi était une priorité absolue », nous confie la conservatrice. Et les visiteurs ne viennent pas seulement voir des œuvres. « Les gens cherchent à se ressourcer dans des milieux inspirants », poursuit-elle. « On travaille le court séjour, assez expérimentiel, qui raconte un terri-

toire et un relèvement territorial », confirme Sophie Wilhelm, directrice de l'office de tourisme de Lens Liévin. Résultat : cet ADN a permis au musée de résister bien mieux que ses homologues à la crise sanitaire. « On a noté après le premier confinement que le musée était une destination de substitution à des séjours à l'étranger ».

Deux expos majeures en 2022

L'heure est à l'impulsion d'une nouvelle dynamique, autour des 10 ans. Avec un premier symbole puissant, signe de confiance du Louvre dans son petit frère lensois, le prêt pour un an du Scribe assis, une merveille égyptienne de 4 500 ans (la IV^e dynastie), au rayonnement mondial. Une exposition de grande envergure a débuté en outre le 4 avril (jusqu'au 25 juillet) sur le thème de Rome, la Cité et l'Empire : un rendez-vous exceptionnel permis par la réfection des salles romaines du Louvre à Paris, qui s'installent donc temporairement à Lens avec pas moins de 400 œuvres majeures dont 300 n'avaient jamais été présentées ensemble hors du Louvre. Une autre expo très attendue suivra à partir du 28 septembre autour de Champollion et la voie des hiéroglyphes. Le territoire entend bien capitaliser à l'occasion de cette première décennie : l'office de tourisme a ainsi construit 10 séjours thématiques (art déco, muse et piano,

dans les pas de Champollion...) qui devraient drainer largement, avec l'appui d'un très gros plan de communication. Et en point d'orgue la Sainte-Barbe, sainte patronne des pompiers certes, mais aussi des mineurs. Le territoire souhaite en faire un grand rendez-vous annuel, bien au-delà du seul musée, avec des événements démultipliés sur tout le périmètre, dont un festival des arts et du feu. « L'ambition est d'en faire un événement international, un grand rendez-vous totem qui, une fois par an, véhicule nos valeurs, nos identités », explique Gilles Huchette, en charge de l'innovation et l'action territoriale au Pôle Métropolitain de l'Artois, qui pointe l'impact du musée sur la gouvernance locale territoire : « Le Louvre-Lens a été un choc de coopération ». Un gage décisif pour l'avenir

■ O.D.

"Le Louvre-Lens a été un choc de coopération"

**Gilles Huchette,
Pôle Métropolitain
de l'Artois**

En chiffres

Investissement initial : 118 M€
Coût de fonctionnement : 12,5 M€ / an
Coût pour les collectivités en dix ans : 229 M€
(source Chambre régionale des comptes)
Plus de 4,5 millions de visiteurs depuis 2012
1 visiteur sur 3 a moins de 26 ans
35% de primo-visiteurs



Les comptes de Calais virent au rouge

« **T**endance à la dégradation de sa solvabilité financière », marquée par la baisse de l'épargne brute et la hausse de la dette : c'est le signal d'alarme de la Chambre des comptes qui a épluché les finances de Calais depuis 2016. Sa capacité de désendettement est passée de 6,5 ans à 10 ans « et se rapproche du seuil d'alerte de 12 années ». Les dépenses de fonctionnement sont bien maîtrisées, avec même un recul des charges de personnel baissant légèrement (-0,4% l'an), grâce à la création de services communs entre l'agglomération et la commune, mais la ville souffre d'un faible dynamisme de ses recettes fiscales : le produit des impôts atteint 426 € par habitant en 2019 contre 663€ pour les villes de même taille. Les dotations d'Etat ont quant à elles bien progressé, telle la dotation de fonctionnement (+2,5% l'an) qui pèse pour un quart des recettes de fonctionnement un niveau du double de la moyenne des villes de même taille. « Ce qui illustre les fragilités socio-économiques de Calais et sa dépendance vis-à-vis des dotations de l'État », analyse le rapport.

La crise sanitaire a obéré les recettes de 2M€ et accru les dépenses de 3,1 M€.

Pourtant, Calais a lancé un programme d'investissement ambitieux (120,7 M€ sur la période) qui « suppose un redressement de la trajectoire financière », prévient la Chambre. L'encours de la dette s'élevait à 107 M€ fin 2020, avec une trésorerie nette de 1,1 M€, soit 4,6 jours de charges courantes, une gestion saluée.

Une prospective manquant de réalisme

Mais les magistrats considèrent que l'étude financière prospective d'ici à 2023 manque de réalisme, et « présente des limites », citant la perspective d'un résultat d'exercice positif de plus de 20 M€ en 2020 alors que l'exercice s'est achevé sur un solde de 0,8 M€ seulement. Menant ses propres calculs, la chambre conclut à une dégradation de la solvabilité : « l'autofinancement, tel qu'il ressort de la prospective, ne permettrait pas (à la commune) de financer les dépenses d'équipement anticipées », et la contraindrait à l'emprunt. Avec en fin de parcours une capacité de désendettement qui franchirait le seuil des 12 ans en 2025. « Pour mener à bien son programme (...), la collectivité devra préalablement res-

Calais. Le dernier rapport de la chambre régionale des comptes s'inquiète de la dégradation financière de la commune. Sa capacité de désendettement est passée de 6,5 ans à 10 ans entre 2016 et 2020.

taurer son épargne, en recherchant de nouvelles sources d'économies ou de recettes, mobiliser son fonds de roulement, et, éventuellement, différer certaines dépenses d'équipement », avertissent les magistrats.

Un dragon aux retombées incertaines

Le rapport s'attarde sur le projet d'attractivité d'envergure, « le Dragon de Calais », destiné à redorer l'image de la ville pour un investissement prévisionnel de 25 M€. Une étude en 2017 évaluait un potentiel de 1,1 million de visiteurs par an dont une petite moitié payante, avec des retombées chiffrées à 26,9 M€ par an. Le rapport pointe « les fortes incertitudes entourant les projections de fréquentation et de retombées économiques (...). Ce projet structurant, ambitieux et novateur, a été lancé sur des prévisions de fréquentation peu étayées ».

Exemple, il affiche une ambition de 500 000 tickets payants quand les Machines de l'île à Nantes, avec une assise urbaine bien plus large, n'en vendent que 650 000.

Le rapport consacre enfin un gros chapitre aux associations. Leurs subventions représentaient en 2019 un montant moyen bien plus élevé que la moyenne (176 € par habitant vs 130 €). Et sur la période, les dix principales associations ont concentré près de 30 M€, soit 70% du total. Avec une transparence à améliorer, estime le rapport, qui met en lumière le cas d'une association « la Maison pour tous » soutenue continuellement par la ville « en dépit des dérives de sa gestion financière » qui l'ont du reste conduite à la liquidation en août 2020 ■ **O.D.**

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 65 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

EN BREF

Plastique vert

Tout au long de sa fabrication, le spécialiste de procédés de filtration industrielle Mortelecque accumule une certaine quantité de déchets textiles notamment en plastique. La société de 150 salariés, répartis entre Provin et Annœullin, a décidé d'expérimenter une éventuelle boucle verte.

L'idée ? Récupérer ce plastique, le refondre pour générer de nouveaux fils réutilisables. Mortelecque mène ses tests dans les labos de l'Institut Français du Textile et de l'Habillement centre d'expertise et d'innovation roubaisien, et est accompagné par le pôle de compétitivité Team², dans le cadre de l'appel à projet Orplast de l'ADEME (Aide ADEME : 93 K€).

Pas en avant

En France, 8 millions de paires de chaussures de sécurité sont vendues chaque année mais sans réelle solution de recyclage en fin de vie. La jeune pousse calaisienne Takapas a mis au point un procédé complet de recyclage, de la coque à la semelle, de ces chaussures qui comprennent 35 différents composants. Désormais, le fondateur Vincent Bia réfléchit à la valorisation des déchets. De nouvelles chaussures de sécurité ? Trop compliqué en terme de protection, dit-il. « Mais pourquoi pas de nouvelles semelles, des tapis ou même de l'isolant ? Nous sommes ouverts à toutes propositions ! » Pour l'aider à passer à l'étape supérieure, Takapas a obtenu une subvention de l'ADEME de 44,5 K€ pour réaliser une étude de faisabilité.



Trouver des solutions dans la nature pour accélérer la transition écologique

S'inspirer de la nature pour transposer ses inventions en innovations disruptives au service de la transition écologique : c'est le principe même du biomimétisme. Le potentiel est considérable dans tous les domaines. Hydrophobie, résistance mécanique, régulation thermique, adhésion, sobriété... la nature offre des réponses infinies. « Les espèces qu'on observe aujourd'hui sont le résultat de près de 4 milliards d'années d'évolution, de R & D, ce qui fait du vivant un réservoir d'innovations potentielles », souligne Kalina Raskin, directrice du Ceebios, le Centre européen en biomimétisme, basé à Senlis. Cette structure porte le projet Bloom, soutenu par le conseil régional des Hauts-de-France et l'ADEME, pour structurer une approche collective sur ce terrain très prometteur.

« La nature a développé des stratégies de résilience, de performance. Elle est économe en matière, elle transforme l'énergie solaire. On doit s'en inspirer pour mettre en œuvre une transition écologique responsable et éthique, et une économie circulaire bioinspirée », décrit Iman Bahmani-Piaseczny (iman.bahmani@ademe.fr), coordinatrice Recherche-Développement-Innovation pour l'ADEME Hauts de France. L'objectif de Bloom est d'abord d'identifier et de fédérer les acteurs de la région, dont beaucoup font du biomimétisme sans le savoir, depuis le monde académique jusqu'aux associations en passant

par les entreprises. Certains projets sont directement bioinspirés telle la membrane ondulante inventée par EEL Energy, à Boulogne-sur-Mer, qui transforme le mouvement des courants en énergie électrique marine. Mais le champ des possibles est immense : les ailes du papillon bleu morpho (photo) contiennent de la chitine qui permet de refroidir ce dernier à très forte chaleur et inspirent aujourd'hui le secteur photovoltaïque pour protéger les panneaux de la surchauffe. L'analyse des bancs de sardines qui évoluent par milliers dans un même ensemble sans jamais se choquer donne lieu à des algorithmes appliqués aux véhicules autonomes, de quoi réduire les flux et la pollution dans nos villes. Cela va jusqu'à l'architecture ou même les processus d'organisation, comme la transposition du mode de pollinisation des abeilles en modèle de développement territorial.

Bloom a l'ambition de générer une dynamique, d'accompagner la montée en compétence des acteurs locaux, de faciliter l'émergence d'un véritable écosystème mais aussi de lancer des démonstrateurs sur le territoire.

« L'idée est bien d'accroître notre résilience, notamment face au changement climatique, avec des modèles économiques rendus plus robustes par le biomimétisme. On expérimente, et ce sont les résultats qui alimenteront une feuille de route », lance Iman Bahmani-Piaseczny ■



L'avenir de l'Avenue du Peuple belge entre les mains des Lillois

La métamorphose de l'Avenue du Peuple belge se dessine. La Ville de Lille a imaginé 4 scénarios possibles quant à son renouveau. Tous n'ont qu'un objectif : "créer un cadre de vie meilleur et apaisé", précisent les élus. Le premier scénario évoque la création d'un grand parc pour 25 M€. Le second, celle d'un parc et d'un miroir d'eau pour 30 M€. Enfin, les scénarios 3 et 4, pour 40 et 60 M€, proposent la remise en eau partielle ou totale de cette avenue longue d'1 Km. Le choix ? C'est aux Lillois, Hellemmois et Lommois de le faire. En effet, la Ville soumet ses 4 propositions à la consultation citoyenne. Seuls ceux inscrits sur les listes électorales pourront donner leur avis, du 2 au 23 mai, sur le site spécialement créé. "Ceux qui ne sont pas inscrits, et qui veulent voter, peuvent encore s'inscrire puisque les listes sont ouvertes en vue des législatives", indique Martine Aubry. Résultats attendus avant l'été.



Conjoncture en mars : repli industriel, poussée des services

La dernière enquête de conjoncture de la Banque de France fait état d'une évolution contrastée de l'économie régionale. Ainsi l'activité industrielle se replie après la reprise de la période antérieure, avec un recul marqué dans les matériels de transport. Seul le secteur des productions métallurgiques a enregistré une forte hausse. Côté services, la conjoncture est au beau fixe dans tous les domaines, à la seule exception du travail temporaire. Et les dirigeants attendent une progression des prestations. Enfin, le BTP marque une belle activité, avec des carnets de commande « très satisfaisants » et anticipe une nouvelle augmentation des mises en chantier.

Le centre national de la formation cyber sera lillois

Le ministère de l'Intérieur a confirmé sa décision d'implanter sur le site d'Euratechnologies son futur centre national de la formation cyber. D'un budget prévisionnel de 7,8 M€, ce projet est pris en charge pour 3,5 M€ par la MEL. Opérationnel dès cette année, le centre sera installé dans 3 000 m² de l'immeuble Wenov, tout récemment inauguré. Il devrait accueillir à terme quelque 200 stagiaires. Une arrivée saluée d'un tweet « grande nouvelle pour la MEL » par son président Damien Castelain.



SNCF Réseau lance 3 chantiers de renouvellement cet été

77 kms de rails, plus de 64 000 traverses et 98 200 tonnes de ballast. Jusqu'en juillet, les lignes Lille - Baisieux, Haubourdin - Saint-André-lez-Lille et Lille - Calais connaîtront un renouvellement de grande ampleur. Trois chantiers pour lesquels SNCF Réseau investit 79,2 M€. Réalisés de nuit, ces travaux, débutés en avril, mobilisent trois trains-usines (800 mètres de long chacun) et 500 personnes de SNCF Réseaux et d'entreprises partenaires. La circulation routière et piétonne sera fermée selon l'avancement du chantier. "Les périodes de fermeture sont indiquées au droit de chaque passage à niveau quelques jours avant la fermeture", indique SNCF Réseau. Avec ses partenaires, l'entreprise engagera en 2022 près de 510 M€ pour la modernisation et la maintenance du réseau ferré régional.

Isocab Construct va recruter 20 personnes à terme

Le fabricant belge de panneaux isothermes Isocab Construct poursuit une belle dynamique depuis son implantation en France en 2018. Installée à Steenvorde sur la zone Pierre Mijic, la société spécialiste du panneau sandwich pour salles blanches, salles de surgélation ou encore ateliers, va transférer et agrandir son activité sur la zone d'activité des géants dans la même commune, d'ici à l'été. Elle a acquis des terrains en mai 2021, et vient d'entamer les travaux. L'entreprise compte dix salariés au siège et une trentaine sur le terrain. Elle ambitionne de recruter une vingtaine de postes complémentaires d'ici 3 à 5 ans.



Arrow essaime son modèle en France

Le conseil en immobilier d'entreprise Arrow, créé à Lille en 2016 par Benoît Fouvet et Julien Slembrouck, passe à la vitesse supérieure. La structure, qui revendique 15 à 20% du marché lillois, veut désormais gagner d'autres régions, dans une stratégie d'ouverture de

franchises. Arrow démarre avec le lancement d'une agence à Paris, qui devrait être suivie d'une implantation dans la métropole nantaise. En région, la société souhaite aussi s'implanter dans plusieurs territoires comme Compiègne, Amiens ou Valenciennes.

Cybersécurité : Acesi gobe le roncquois Yourax

Spécialisée dans la cybersécurité, l'infrastructure et le cloud souverain, la société Yourax vient d'être rachetée par le strasbourgeois Acesi, expert quant à lui dans les domaines des infrastructures informatiques. Créée en 1996 par Eric Wien, Yourax emploie une trentaine de salariés pour 6,5 M€ de chiffres d'affaires l'an dernier. Depuis Roncq, la société met à profit son expertise auprès de grands comptes publics et privés nationaux. De son côté, le groupe Acesi emploie 100 personnes et dispose d'antennes à Reims, Besançon, Mulhouse, Bâle et Genève. Cette année, avec Yourax, Acesi ambitionne les 25 M€ de chiffre d'affaires, contre les 19 M€ réalisés en 2021.



Péronne : Ecofrost investit 60M€ dans une usine à frites

En dépit de la conjoncture internationale, notamment la pénurie d'huile de tournesol, la société belge Ecofrost semble déterminée à s'implanter sur l'ex-site



Flodor de Péronne. Elle prévoit d'y investir quelque 60 M€ pour y installer, en 2024, une unité de production de frites d'une capacité maximale de 200 000 tonnes par an. Cette implantation, menée en deux temps, devrait générer selon

le groupe, une centaine d'emplois directs. L'ex-usine de chips, fermée en 2020, bénéficie d'une position stratégique au cœur du bassin de production de pommes de terre, à proximité des zones de consommation des métropoles lilloise et parisienne. Créée au début des années 2000, Ecofrost possède une usine unique, à Péruwelz, à 20 km de Tournai, dans laquelle le groupe vient d'investir 80 M€ pour augmenter la production et les capacités de stockage.

Enedis a investi 313 M€ en 2021

Région. En 2021, le gestionnaire du réseau de distribution électrique a mis les bouchées doubles pour accompagner les grands projets économiques.

Acteur discret de la vie économique, Enedis n'en est pas moins central, tout spécialement à l'heure où l'énergie devient un sujet critique. En Hauts-de-France, le distributeur de l'électricité a investi 313 M€ l'an dernier (dont 44% d'achats locaux) pour moderniser le réseau mais aussi accompagner les grands projets. Exemple : Enedis a construit le tout premier poste source de France par anticipation, sur le grand port maritime de Dunkerque (photo). Un chantier à 12 M€, partagé avec la communauté urbaine, le port et RTE, et qui a permis de faciliter des implantations de taille comme le chimiste SNF ou encore le belge Clarebout Potatoes. « Si on n'avait pas construit des infrastructures permettant d'accueillir, ils ne seraient peut-être pas venus », observe Thierry Pagès, directeur régional d'Enedis, qui pointe cet élément clé dans la volonté de réindustrialiser en France, et dans l'ambition de souveraineté économique. La même logique prévaut à e-Valley, près de Cambrai, où le distri-



buteur a établi plusieurs scénarios, et une capacité à monter à 130 MW de puissance sur site, et sur les sites des futures gigafactories.

Enedis se veut aussi un acteur privilégié de la transition écologique, ne serait-ce que par l'intégration au réseau de 95% des énergies renouvelables, dont le développement ne se tarit pas. La région compte à ce jour 463 fermes éoliennes et 28 000 installations photo-

voltaïques raccordées, sans parler du développement très fort de l'autoconsommation. L'entreprise assure aussi une mission de service public, parfois mise à mal par les épisodes climatiques, pour garantir les 86 000 km de réseaux électriques en Hauts-de-France.

Son ambition est de rétablir le courant en moins de 48 heures, un objectif facilité par la création après la grande tempête de 1999 d'une Force d'intervention rapide électrique, qui déploie très rapidement des moyens d'autres régions vers les zones sinistrées. Ce qui a du reste conduit la direction régionale l'an dernier à envoyer des renforts sur l'île de la Réunion. A l'inverse, 350 personnes sont venues de toute la France dans notre région lors de la tempête Eunice, la plus importante depuis 22 ans. Enedis est aussi un gros employeur, qui continue à recruter tous les ans : en 2022, il va embaucher 40 personnes (sur un effectif de 2 500), sans compter les alternants (152 actuellement) ■ **O.D.**

Clôtures et Portails de France lève 6,3M€ pour asseoir sa croissance

Flers-en-Escrebieux. Le groupe nordiste va bénéficier de 6,3 M€ sous forme d'obligations Relance, accordées par Picardie Investissement Gestion.

Objectif : conforter le développement.

Clôtures et Portails de France (CPF), groupe basé à Flers-en-Escrebieux et spécialisé dans la conception, la fabrication et la pose de clôtures, de portails, de contrôles d'accès et de protections périmétriques, va bénéficier d'un financement de 6,3 M€ sous forme d'obligations Relance accordé par Picardie Investissement Gestion. Selon le groupe, l'opération doit lui permettre de renforcer sa position de « leader sur le marché et de soutenir une très forte croissance », notamment en proposant des produits plus innovants, faciles à poser, mais aussi en améliorant ses capacités logistiques, ainsi que sa présence sur Internet. Créé en 1992, le groupe CPF, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 68 M€

en 2021 et emploie quelque 300 salariés, est déjà présent sur le Web via les plateformes cloturesetportails.fr, cotecloture.fr, easycloture.com ou – dernier né de la série – gardenode.com, un site réservé aux professionnels de la clôture et de l'aménagement extérieur. L'entreprise travaille aujourd'hui aussi bien en BtoB qu'en BtoC, y compris pour des secteurs exigeants comme l'administration pénitentiaire ou le secteur industriel. « Les obligations Relance vont nous permettre de financer la croissance du groupe », affirme David Dupuis, Président de CPF.

Pour mémoire, le dispositif des obligations Relance a été lancé le 16 novembre 2021 par le ministère de l'Économie, afin d'accélérer la transforma-



tion des PME et ETI françaises. La gestion de proximité de ce fonds a été confiée à Picardie Investissement pour les régions Hauts-de-France et Normandie ■ **Guillaume Roussange**

En 2022, Kiloutou vise le milliard d'euros

793 M€. C'est le chiffre d'affaires qu'a réalisé le groupe Kiloutou l'an dernier, en hausse de 22,7% par rapport à 2020. Preuve d'une reprise dynamique de l'économie, et surtout du retour de la santé du BTP, un secteur qui représente deux tiers l'activité du Nordiste. Rebond également de sa marge d'exploitation de 28% sur un an pour s'établir à 258 M€. Kiloutou peut donc envisager 2022 avec sérénité. Tant et si bien que le numéro deux français de la location de matériel, et numéro trois européen, entend doubler ses investissements en 2022, par rapport à l'année précédente. Kiloutou prévoit une enveloppe de 250 M€ pour étendre son parc de matériels neufs, notamment de ceux dits durables, à faible empreinte carbone.

Un virage engagé l'an dernier avec le lancement d'Impakt, sa gamme de matériels alternatifs pour accompagner les professionnels dans leur transition écologique. Impakt contient déjà plus d'une cinquantaine de référence d'engins de terrassement, d'élévation et d'outillage à motorisation 100% électrique, hydrique ou bi-énergie.

Le groupe prévoit aussi une vague considérable de recrutements : Pour la seule année 2022, pas moins d'un millier de collaborateurs sont recherchés

Villeneuve d'Ascq. Après avoir surperformé en 2021 et réalisé sa plus grosse acquisition en mars dernier, le 3^e loueur européen de matériels espère franchir ce cap symbolique cette année. Sur sa feuille de route, un investissement massif et le recrutement de 1 000 salariés.

- dont une centaine en Hauts-de-France - aux postes de conducteurs poids lourds, techniciens et commerciaux essentiellement. Les nouveaux salariés viendront renforcer les 6 000 (dont 350 au siège à Villeneuve d'Ascq) qu'emploie Kiloutou à travers ses 570 agences européennes, dont 450 dans l'Hexagone.

Rachat historique

Autre gros chantier en cours, la poursuite de la conquête internationale de Kiloutou, qui a réalisé sept croissances externes depuis le début 2021. Déjà présente en Pologne, en Espagne, en Italie et en Allemagne, l'entreprise a frappé fort en mars dernier. Elle a posé un gros pied au Danemark en réalisant la plus grosse acquisition de son histoire, celle du groupe GSV. Qui n'est autre que le leader danois de la location de matériels. Avec ses près de 500 salariés et son réseau de 19 agences

locales, GSV détient 22% de part de marché de son pays. L'an dernier, il a réalisé 130 M€ de chiffre d'affaires, permettant à Kiloutou d'atteindre les 950 M€ de ventes cumulées en rythme annuel. Avec l'ambition forte d'arriver au milliard fin 2022, et ce malgré les tensions industrielles liées aux difficultés sur la chaîne logistique, la flambée des prix de l'énergie ou l'ajustement des prix face à l'inflation. Toujours grâce au Danois, « *notre chiffre d'affaires international passe de 18 à 30%* », se félicite le Pdg de Kiloutou Olivier Colleau, nommé à la tête de l'entreprise en 2018. Kiloutou entend s'appuyer sur les forces vives de GSV pour accélérer l'activité dans le pays et au-delà. Sont annoncés notamment l'ouverture de nouveaux dépôts et l'élargissement de la flotte de matériels. Quant au dirigeant de GSV Dan O. Vorsholt, il devient le neuvième membre du Conseil exécutif de Kiloutou ■ J.K.



Serrures innovantes : U-Shin se dote de son propre bâtiment

Abbeville. La firme japonaise déménage son pôle d'innovation dédié aux serrures automobiles, depuis l'usine Valeo, vers un site propre sur le parc industriel de la Baie de Somme. Un investissement porté par la CCI Littoral.

Historiquement implanté dans l'usine Valeo d'Abbeville (200 salariés), spécialisé dans la fabrication d'alternateurs, le japonais U-Shin se dote de son propre site. Porté par la CCI Littoral, cet investissement immobilier, qui se monte à 3,5 M€, prévoit sur le parc industriel de la baie de Somme, la construction d'un bâtiment de 1 800 m² dont la livraison est prévue en novembre prochain. U-Shin l'occupera moyennant la signature d'un bail commercial d'une durée de dix ans. Il hébergera la quarantaine de salariés du « centre d'expertise » de la firme nipponne dédié aux serrures automobiles. Notamment les modèles les plus innovants, basés sur la mécatronique (principe hybride de mécanique et d'électronique) et demain, sur des systèmes « purement électroniques », a promis Franck Thivillier, directeur projets chez U-Shin France, lors



de la pose de la première pierre du pôle, le 18 mars dernier. Propriété de Minebea Mitsumi (52 000 salariés, 8 mds de CA) l'entreprise travaille pour de grands noms de l'industrie automobile tels Renault, Stellantis, ou Tesla, à qui U-Shin fournit des serrures pour les

portes papillon, typiques des voitures de sport. « Nous développons aussi un système de fermeture complexe pour les robotaxis autonomes bientôt produits en Chine et exploités en majorité aux États-Unis », complète le responsable. Le groupe a choisi de rester à Abbeville en raison de sa position géographique, non loin des principaux sites constructeurs européens, et à proximité immédiate de l'aéroport de Roissy.

Si le caractère très innovant des activités de U-Shin garantit la pérennité du site d'Abbeville, le Japonais a récemment réduit la voilure en France. Il y a tout juste un an, l'équipementier annonçait ainsi un PSE à Nevers (Nièvre), prévoyant la suppression de 170 des 410 postes de son usine spécialisée les verrous mécaniques et antivol de voiture, aujourd'hui remplacés par des systèmes électroniques ■ **G.R.**

Le secteur du contrôle technique s'alarme de son avenir

Région. Le président d'Autovision, Bernard Bourrier, est venu en région en avril pour défendre une profession méconnue mais à l'effet levier important sur la filière auto.

Un tiers des contrôleurs techniques a plus de 50 ans. Une pyramide des âges qui menace l'avenir de la filière si leur remplacement n'est pas largement anticipé. C'est le cri d'alarme lancé par Bernard Bourrier, président du réseau Autovision, numéro deux français sur le véhicule léger, venu en Hauts-de-France à la mi avril prêcher la bonne parole. Il est aussi vice-président du conseil des métiers de service de l'automobile au sein de l'OPCOM qui finance les formations. Le sujet est loin d'être secondaire : « Nous sommes un métier en tension. Il nous faut 1000 à 1200 personnes de plus par an dans les cinq ans, dont 250 par an pour Autovision », souligne Bernard Bourrier. Dans les Hauts-de-France, le contrôle technique emploie 1025 contrôleurs (sur près de 13 000 en France, pour 6554 centres).

Plusieurs facteurs renforcent les tensions du secteur : depuis 2018, les pré-requis sont plus élevés qu'avant pour accéder au métier, il faut un bac pro. Ce qui réduit le vivier potentiel dans certains bassins d'emploi. Autre difficulté, beaucoup de centres dont le dirigeant atteint la retraite n'arrivent pas à trouver de reprenneur, risquant à terme une fermeture pure et simple. Phénomène aggravé dans les grandes métropoles où les propriétaires fonciers sont tentés de revendre leur centre au profit de projets immobiliers bien plus rémunérateurs. « La machine se grippe », alerte Bernard Bourrier, qui en appelle à l'Etat pour veiller à la pérennité d'un secteur qui exerce une mission de service public. Or demain, on pourrait assister à des fermetures nombreuses, empêchant bien des conducteurs de trouver un centre

technique à proximité. « Or le contrôle technique a une grande valeur redistributive puisque notre secteur engendre 1,2 à 1,5 milliard d'euros d'entrées en atelier par an » (par le fait des contre-visites, ndlr).

L'élue patronale pointe aussi le fiasco du contrôle technique des motos (catégorie L, incluant aussi les quads et voiturettes sans permis), dont le décret d'application a été suspendu il y a quelques mois sous la pression. « Tout est soumis à contrôle technique en France, même les tracteurs. Il y a là absence de responsabilité politique. Et ce sont des milliers d'emplois sur lesquels la France s'assoit », estime-t-il ■ **François Prillieux**



Refusant la standardisation de l'habitat, Loginor promeut depuis sa création une approche différente de la construction et de la promotion immobilière grâce à la personnalisation du logement. Virginie Wydooghe a repris la direction de Loginor depuis 2 ans et entend faire perdurer les valeurs de Loginor qui font du promoteur un acteur local de référence : proximité, accompagnement et personnalisation.



La personnalisation du logement, un service signé Loginor

Loginor, la force de la proximité

Profondément attaché à son territoire, le promoteur et constructeur Loginor œuvre dans les Hauts-de-France depuis plus de 60 ans. Un ancrage fort qui a permis à l'entreprise dirigée par Virginie Wydooghe de nouer des relations de confiance avec ses clients mais aussi avec les élus et les entreprises locales. Une proximité qui encourage également l'ensemble des 13 collaborateurs de Loginor à se dépasser et à tutoyer l'excellence. Chaque année, le constructeur et promoteur immobilier réalise en moyenne 150 logements. En plus de la maison individuelle, qui reste son cœur de métier, Loginor imagine également des programmes collectifs. Des projets à taille humaine où le bien-être des habitants est une priorité absolue.

La personnalisation du logement, l'atout Loginor

Un goût pour la perfection qui passe incontestablement par la qualité des habitations réalisées, mais aussi par une vision inédite de la construction immobilière. Ainsi, l'entreprise a fait le choix de la singularité en proposant à tous ses clients de personnaliser leur logement, qu'il s'agisse d'une maison individuelle



"Rarement un promoteur et constructeur a décidé d'aller aussi loin dans la personnalisation du logement"

ou d'un appartement. Un service qui participe à construire une relation de confiance entre les futurs propriétaires et les équipes de Loginor. Accompagnés par le bureau d'études interne à l'entreprise, les acquéreurs peuvent, en respectant les normes en vigueur, élaborer la maison de leur rêve. A partir du catalogue Loginor, ils ont la possibilité d'agrandir leur habitation ou de moduler les espaces de vie pour les faire correspondre à leurs besoins. Rarement un promoteur et constructeur a décidé d'aller aussi loin dans la personnalisation du logement.

Placer l'humain au cœur du projet

Une fois les plans validés et les autorisations administratives



obtenues, les travaux peuvent débuter. Pour cette étape cruciale, Loginor privilégie là encore la qualité des relations humaines : Le promoteur et constructeur a noué de solides partenariats avec des entreprises locales avec qui il entretient des valeurs communes d'engagement et d'excellence. Un lien de confiance qui dure avec certaines depuis plus de 20 ans et qui contribue assurément à fluidifier chaque chantier. Un motif supplémentaire de fierté pour les équipes de Loginor qui chaque jour accompagnent leurs clients dans la construction de leur projet de vie.



Avec Fred, les boulangeries Sophie Lebreuilly grossissent de 50%

Etaples. Plus d'un an après avoir ouvert son capital au fonds French Food Capital, l'enseigne passe à 35 boulangeries avec cette croissance externe sur la côte d'Opale.

1 3 boulangeries dont une 100% bio à Boulogne-sur-mer, 80 salariés et 5 M€ de chiffre d'affaires : c'est tout le réseau de boulangeries Fred qui rejoint l'aventure des boulangeries Sophie Lebreuilly, débutée en 2014. Cette acquisition est la première à intervenir après le reclassement de capital intervenu fin 2020 : le fonds French Food Capital prenait alors la majorité des parts, au côté des actionnaires historiques (dont Finorpa et Generis), avec l'intention affichée d'une expansion importante. Première étape franchise donc avec le réseau Fred dont le dirigeant Frédéric Gambart, approchant l'âge de la retraite, trouve ainsi une belle solution de pérennité. Mieux, il intègre le comité de direction de Sophie Lebreuilly dont il va accompagner notamment la partie recherche-développement. « Tous nos sites sont ultra-complémentaires. Ce sont deux belles

histoires d'entrepreneurs et deux familles de la Côte d'Opale », se réjouit Olivier Lebreuilly, qui affiche au compteur, à l'issue de l'acquisition, 35 boulangeries, dont trois hors des Hauts-de-France. Soit une croissance de 50% d'un coup. Le dirigeant, au côté de son épouse Sophie, confirme l'ambition d'arriver au cap symbolique des 100 boutiques à horizon 2026, en actionnant trois leviers : la croissance externe, le développement organique du réseau, et le développement des franchises. Cette année, Sophie Lebreuilly compte 4 à 5 projets d'ouverture, qui devraient porter sa trajectoire de chiffre d'affaires autour de 25 M€. Le groupe compte à ce jour 350 fiches de paie. Le modèle des boulangeries Sophie Lebreuilly fonctionne bien, entre boulangerie classique, restauration et salon de thé, sur des magasins de 350 mètres carrés en moyenne, en ciblant plus



Dans la corbeille de la mariée figure une boulangerie bio à Boulogne-sur-Mer, regardée de près pour d'éventuels développements dans ce segment particulier.

spécialement les territoires semi-ruraux. Pour autant, Olivier Lebreuilly s'inquiète de l'impact très fort de l'inflation sur son métier, qui pèse à la fois sur les matières premières, en hausse de 8 à 15% en moyenne, mais aussi sur les matériaux de construction, qui impactent les programmes de rénovation ou modernisation de 10% en moyenne. **O.D.**

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr !

INFOS 03 55 33 21 05

1 AN
64,90€

Éco121

BULLETIN D'ABONNEMENT



Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue
de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **64,90€**
 2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

⇨ **Abonnement multiple :** nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque :** à l'ordre d'Ecopresse
 Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____
 SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____
 ADRESSE _____
 _____ CODE POSTAL _____
 VILLE _____ TÉL. _____
 E-MAIL _____

Avec Koota, Méo-Fichaux met les voiles vers la neutralité carbone

Méo-Fichaux pousse encore plus loin ses feux en faveur de l'environnement. Le premier torréfacteur indépendant du pays lève le voile sur Koota, une nouvelle marque de café pour laquelle il nourrit de grandes ambitions. Koota est en quelque sorte expérimentale pour le Nordiste. En effet, en plus d'être bio, équitable et digitale, elle entend être à terme la première marque de café à l'empreinte carbone neutre.

Comment ? En acheminant sa matière première depuis la Colombie à bord de l'Avontuur, un voilier-cargo à deux mâts construit aux Pays-Bas en 1920 ! Le premier chargement a eu lieu en décembre dernier. La goélette a alors quitté le port de Santa Marta avec une trentaine de tonnes de café dont un tiers pour Méo-Fichaux. Direction le port de Bassens à Bordeaux, où il a accosté début février. Le café a par la suite été transporté en camion vers le site de La Madeleine de Méo-Fichaux.

La Madeleine. Le torréfacteur nordiste commercialisera sa nouvelle marque de café bio début mai. Un café colombien en partie transporté à bord d'un voilier et qui vise l'empreinte carbone neutre d'ici 5 ans.

Pour l'heure, 15% de la recette des cafés Koota voyagent par voilier. Une première étape symbolique pour Méo-Fichaux qui ambitionne d'atteindre les 80% dès 2025, avant les 100% deux ans plus tard. « *Nous démarrons doucement car ce mode de transport maritime est assez rare et très cher* », souligne Caroline Manouvrier, chef de produits chez le torréfacteur. « *Les objectifs que nous nous fixons sont donc très ambitieux, mais nous comptons les atteindre en nouant notamment des partenariats pour développer le transport en voilier* ».

Jeune clientèle

Les cafés Koota - « *L'Harmonieux* » et « *Le Puissant* » - seront commercialisés dans des boîtes en fer 100% recyclables. Après une année de développement industriel et de R&D, les ventes seront lancées début mai sur le site Internet kootacafe.com et en exclusivité chez Chronodrive. « *Les ventes digitales nous permettent d'aller vers les plus jeunes. Une clientèle plus sensible à la qualité du café et à l'environnement* », indique Gérard Meauxsoone, co-dirigeant de Méo-Fichaux. Il poursuit : « *Les consommateurs pourront connaître toutes les étapes de production de leur café Koota, depuis la culture de la graine, grâce à un QR code sur le packaging* ».

L'an dernier, le groupe a réalisé une belle performance : 150 M€ de ventes avec ses 250 salariés. La marque Méo a enregistré une croissance de 33% en un an et est devenue la 2e marque de café bio des GMS en Hexagone. Cette année, Méo-Fichaux compte accélérer le développement de sa gamme vrac et de ses capsules, notamment celles 100% compostables à domicile lancées début 2022, les « *Home Compost* » ■ J.K.



Méo-Fichaux en chiffres

-2012 : mariage de Méo et Fichaux
-150 M€ de CA en 2021
-250 collaborateurs
-2 sites de production : La Madeleine et Lille
-34 000 T de cafés torréfiés par an

Une nouvelle halle pour croître

Méo-Fichaux a inauguré fin avril l'extension de son site de La Madeleine. Une halle de 5 000 m² pour laquelle l'entreprise a investi 7,3 M€. Ce nouvel espace accueillera des bureaux, mais surtout de nouvelles lignes de production, dont une tout juste installée - après un investissement de 9 M€ - et qui sera mise en route cet été. Méo-Fichaux disposera de 4 lignes capsules au total. Avec une cadence de 1 150 capsules produites par minute, la nouvelle ligne lui offre une capacité de 450 millions de capsules annuelles, soit 150 millions supplémentaires.



Malgré la conjoncture, CCMO Mutuelle a poursuivi sa croissance en 2021

Beauvais. En diversifiant son offre et surtout en contenant la hausse de ses tarifs, la mutuelle picarde est parvenue à accroître de 2% le nombre de ses adhérents en 2021. Et à maintenir ses équilibres dans un contexte pour le moins défavorable.

C'est une belle progression qu'a opérée CCMO Mutuelle en 2021. Et ce, malgré une conjoncture difficile et la saturation du marché. La mutuelle historiquement implantée à Beauvais est non seulement parvenue à gagner 2% d'adhérents - alors que la moyenne du secteur est plutôt à la stagnation, voire à la baisse - mais surtout à préserver ses grands équilibres économiques. « Notre production commerciale a augmenté de 15%, ce qui s'est traduit finalement par une augmentation de deux points de nos adhérents, soit 2 500 personnes supplémentaires protégées, ce qui dans le marché de la mutualité santé est important, notamment face aux géants de la banque assurance », indique Pol-Henri Minvielle, directeur général de CCMO Mutuelle. Le chiffre d'affaires de la structure, soit 100 M€ environ, suit exactement la même tendance et le groupe prévoit une nouvelle augmentation de 2% cette année.

La réforme du 100% santé

Le directeur général veut voir dans ce bilan les résultats d'une stratégie commerciale offensive initiée depuis quelques années, mais aussi des efforts menés pour contenir les hausses tari-

fares dans un contexte inflationniste. « 75% de nos adhérents n'ont pas constaté d'évolution de leur cotisation, alors que la moyenne du secteur a augmenté de 4 à 6%. Nous sommes l'une des rares structures à avoir combiné une augmentation de nos adhérents, un résultat à l'équilibre et des hausses très modérées de nos tarifs », se félicite le responsable.

Le challenge n'était pas gagné d'avance. L'année dernière, la mutuelle, qui couvre 170 000 personnes, a vu ses coûts de fonctionnement se renchérir de manière « significative », selon Pol-Henri Minvielle. D'abord sous l'effet du rattrapage des soins - ophtalmologiques, dentaires, auditifs notamment - non réalisés durant le premier confinement et reportés en 2021. « Celui-ci n'est pas com-

plètement terminé », souligne directeur. Autre facteur ayant pesé sur les comptes : la mise en œuvre de la réforme du 100% santé, qui prévoit un meilleur remboursement de certains produits. « Sur l'audioprothèse, nos remboursements ont bondi de 200% à 300% ; de 30% à 50% sur les soins dentaires par exemple », détaille le directeur général.

Pour conforter sa croissance, CCMO entend poursuivre sa stratégie visant notamment à répondre à l'ensemble des besoins des structures collectives et des travailleurs non-salariés. La mutuelle vient d'ailleurs de lancer un contrat de santé collectif, baptisé Let's go santé, répondant à plus de 80 conventions collectives. En parallèle, elle investit aussi le champ de la prévoyance, dopé durant la crise sanitaire. « Beaucoup de personnes ont pris conscience de la nécessité d'une bonne couverture durant cette période », assure le directeur général de CCMO Mutuelle, qui emploie 180 salariés dans les Hauts-de-France.

■ Guillaume Roussange



« Nous avons combiné une augmentation de nos adhérents, un résultat à l'équilibre et des hausses très modérées de nos tarifs »

Pol-Henri Minvielle, Dg

Forma-Protec sort des frontières régionales

Templemars. Le spécialiste de la formation professionnelle entend plus que doubler ses effectifs d'ici fin 2022. Via notamment des implantations hors région.

De longue date, et particulièrement depuis la pandémie, nombre de chefs d'entreprises peinent à recruter. Forma-Protec apporte sa pierre à l'édifice en prônant une formation professionnelle cousue main. Essentielle, selon cet organisme de formation né en 2011, pour relever le défi de l'emploi. Comment ? En créant des parcours de formation sur-mesure selon les besoins des dirigeants. Forma-Protec source les potentiels candidats, en partenariat avec les acteurs de l'emploi, les forme dans l'un de ses centres et réalise un bilan d'intégration jusqu'à un an après leur prise de fonction. Une recette gagnante : face à une demande en constante hausse, Forma-Protec va dupliquer son modèle à Arras, en Bretagne, à Rouen et à Strasbourg d'ici 2023. Pour l'heure, l'organisme n'est présent qu'en Hauts-de-France à Templemars (également son

siège), Haubourdin, Marly, Lefrinckoucke et Saint-Pol-sur-Mer. En un an, ses effectifs ont déjà doublé pour atteindre la soixantaine de salariés. Son dirigeant fondateur Miguel Garcia vise la barre symbolique des 100 collaborateurs dès septembre, avant celle des 150 fin 2022. Une croissance très forte, favorisée aussi par l'arrivée minoritaire de Nord Création au capital en avril 2021.

Côté formation, Forma-Protec accompagne 16 000 personnes à l'année sur le volet réglementaire de l'hygiène et de la sécurité au travail. En parallèle, il a permis le retour à l'emploi de près de 400 personnes l'an dernier, principalement dans les secteurs du ferroviaire, de la logistique, de l'industrie, ou encore du bâtiment. « *Notre but est et a toujours été d'intervenir sur les métiers en souffrance, et*



d'accompagner le retour à l'emploi sans pré-requis », indique Miguel Garcia. Tous les mois, son organisme ouvre un ou deux nouveaux métiers dits en tension.

Le dirigeant vise 5 M€ de chiffre d'affaires sur l'exercice 2022-2023, contre les 3 M€ réalisés en 2021 ■ **J.K.**

elovis
LOCATION

LOCATION DE VÉHICULES INDUSTRIELS & UTILITAIRES,
SANS CONDUCTEUR
EN COURTE, MOYENNE OU LONGUE DURÉE



Environnement - Bâtiment travaux publics - Négoce alimentaire - Administration & collectivité locale - Messagerie - Transport longue distance - Négoce industriel

Du 3,5 T au 44 T

TRACTEUR, PORTEUR, FOURGON, PLATEAU,
BENNE, FRIGO, NACELLE, GRUE, HAYON...



VOS AGENCES LOCAVI

DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

📍 **Coquidé Poids Lourds** : ZI Les Portes du Nord
62820 Libercourt - 03 21 08 86 86

📍 **Littoral VI** : ZI de l'Inquêterie, 8 rue Pierre Martin
62280 Saint-Martin-Boulogne - 03 21 10 05 70

WWW.ETS-COQUIDE.FR/LOCATION

LOCAVI Société franchise indépendante du réseau Elovix Location - SAS au capital de 10 000 000€ -
Siège social ZA Artois, allée du Portugal BP 72045 62045 Arras Cedex - Tél : 03 21 23 08 54 -
Siret : 387 614 218 001 34 - RCS Arras - APE 7712 Z - N° TVA : FR84 387 614 318.

La micro-crèche Ô P'tit Môme en pleine croissance

Lille. En cinq ans d'existence, le réseau de franchises est déjà fort de 143 crèches privées au national. Une cinquantaine ouvrira cette année.

Il vise le cap des 200 dès 2023.

« On n'est jamais mieux servi que par soi-même ». L'adage résume bien l'histoire de Jimmy Dacquin. Il y a une dizaine d'années, ce père de famille était à la recherche d'une place en crèche en métropole lilloise pour son deuxième enfant. Une quête qui, comme pour beaucoup de parents, s'est avérée être « la croix et la bannière », se souvient-il. « J'ai même été 600e sur la liste d'attente d'une crèche... C'est le pire classement de toute ma vie ! », sourit le Nordiste. A la même époque, à l'aube de ses 40 ans, cet ancien de l'industrie chimique voulait du changement dans sa vie professionnelle. « Je voulais faire quelque chose porteur de sens, avec de l'humain ». Son projet est tout trouvé : Jimmy Dacquin ouvrira sa propre crèche.

Tambourin et Castagnettes voit le jour à Marcq-en-Barœul en 2014. L'année



suivante, une deuxième structure ouvre à 100 mètres de la première. Puis, deux ans plus tard, Jimmy Dacquin donne naissance à Ô P'tit Môme, son réseau de micro-crèches en franchises. La première entrepreneure de son réseau, difficile de l'oublier : « C'est la toute première maman qui a inscrit son enfant dans ma première

Pour un franchisé d'Ô P'tit Môme, l'ouverture d'une micro-crèche représente un investissement de 12 K€.

crèche ! », confie t-il.

Aujourd'hui, Ô P'tit Môme compte 143 micro-crèches en France. Son dirigeant fondateur en détient une vingtaine en propre. Au total, le groupe lillois compte 130 personnes pour 3 M€ de chiffre d'affaires. Le vent en poupe, Ô P'tit Môme a déjà inauguré 18 micro-crèches depuis le début l'année. Son dirigeant annonce une cinquantaine d'ouvertures dans les prochains mois. « Je pêche pour ma paroisse, mais pour moi c'est le mode de garde idéal puisqu'on n'accueille que 12 enfants maximum », indique Jimmy Dacquin. Chacun peut s'éveiller à son rythme, c'est ce qui plaît aux parents ». La demande est telle, qu'Ô P'tit Môme pense franchir le cap des 200 structures fin 2023. En parallèle, l'entreprise ouvrira courant septembre, au siège à Lille, sa propre académie pour former aux métiers de la petite enfance ■ J.K.

Nosoli : Decitre qui rit, Chapitre qui pleure

Tourcoing. Le groupe de librairies indépendant Nosoli (Furet du Nord) jette l'éponge sur ses activités belges, en faillite.

Nosoli (nouveau nom du groupe Furet du Nord) tire un trait sur son aventure belge. Dans un communiqué sans équivoque, le groupe reconnaît que « la greffe du modèle Furet du Nord n'a pas pris ». C'est en 2018 que le libraire avait repris Chapitre.be, les anciennes librairies Libris Agora, au groupe Actissia Belgique. A l'époque, de forts atouts auraient dû permettre de transformer l'essai : la loi belge sur le prix unique du livre, la diversité de l'offre et de l'action culturelle locale, et la puissance de la marque pour les deux magasins concernés en Wallonie, à Louvain-la-Neuve et à Namur, sous la bannière d'une filiale *ad hoc*, Furet BE. Nosoli souligne avoir tout essayé pour maintenir ses activités outre-Québécois, et notamment « investi à perte dans leur exploitation ». Deux années de confinement avec des charges fixes



élevées ont eu raison de la volonté du groupe (qui a en revanche bien traversé le confinement en France).

« Nous espérons sincèrement qu'un repreneur pourra se positionner pour faire perdurer ces lieux dédiés au livre et à la culture », indique Nosoli. Le président du groupe Pierre Cousières s'est rendu sur place pour annoncer la mauvaise nouvelle aux 24 salariés concernés le 19 avril. « On savait que les choses allaient mal et qu'on leur coûtait de l'argent. (...) Mais on ne nous

avait jamais parlé d'une faillite, qui nous priverait d'indemnités. On ne s'attendait pas à ça », déplore une employée citée par la RTBF.

Nosoli a en revanche très bien négocié la reprise du lyonnais Decitre (Eco121 n° 117), qui a porté son périmètre à 29 librairies pour un chiffre d'affaires de 150 M€ et 720 collaborateurs. Nosoli se revendique aujourd'hui comme le premier libraire de France ■ O.D.

PS : Vous pouvez également retrouver notre podcast consacré au groupe Nosoli dans les pépites de l'éco, sur les différentes plateformes de streaming, via le QR code ci-contre.



Proche.

Éco121 est le magazine de l'info éco des Hauts-de-France et de ses acteurs. Un journal 100 % régional au contenu 100 % régional.

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr

64,90€
PAR AN



Éco121

Le magazine des décideurs économiques des Hauts-de-France

En kiosque : 6,90 €

> La vie des start up / Vous êtes une startup et vous avez une grosse actu ?
Contactez-nous : redaction@eco121.fr

Innercap veut « start upiser » les pme industrielles

Une start up financière pour prendre le contrôle et « start upiser » des entreprises industrielles : c'est le concept pour le moins inédit d'Innercap. Cette entreprise parisienne, incubée à Euratechnologies, vient de finaliser sa première acquisition à travers la société lilloise de cosmétique Rémanence. « *Mon associé s'occupait de fusion acquisition pour KPMG en région, moi je suis entrepreneur digital et frenchtech. L'idée était de réunir cet univers avec celui de la pme traditionnelle* », expose Poléxandre Joly, cofondateur d'Innercap, qui cible des entreprises entre 10 et 30 M€ de chiffre d'affaires, et présentant déjà une rentabilité minimale de 8%. Mais surtout, Innercap choisit ses participations majoritaires en fonction du levier de digitalisation. C'est le cas chez Rémanence (photo), qui réalise

“L'INCUBATION À EURATECHNOLOGIES NOUS PERMET D'ÊTRE AU CŒUR D'UN ÉCOSYSTÈME DE STARTUP, DE NETWORKER, DE RESTER EN VEILLE PERMANENTE”
POLEXANDRE JOLY

déjà 10 M€ de chiffre d'affaires avec cinq marques propres et en marques blanche, de soins pour la peau et pour les cheveux et de compléments alimentaires. Innercap amène aussi dans l'escarcelle un nouveau dirigeant aguerré, en l'espèce Rémi Jullian, un HEC de 45 ans qui a déjà plus de 15 ans d'expérience dans la cosmétique. Objectif : la conquête client, le digital, le business développement. « *Je passe aussi 3 jours par semaine dans l'entreprise*, raconte Poléxandre Joly, qui prend la présidence de la société.

Je travaille sur l'ouverture de marchés export, le sourcing digital, le développement du e-commerce, car l'entreprise était en B to B... ». L'ambition, grâce à la culture digitale des associés, est de porter les ventes à 25 M€ dans les cinq ans tandis que l'effectif serait doublé pour atteindre 25 personnes. L'opération a été menée avec un fonds d'investissement belge, Profinpar, qui prend 43% des parts. Déjà un deuxième dossier se profile à travers une pme industrielle des Hauts-de-France, spécialisée cette fois dans le composite, avec un périmètre plus important de quelque 30 M€. Les négociations exclusives pourraient se concrétiser d'ici au mois de juin. A terme, Innercap vise l'acquisition de cinq PME, afin de pouvoir continuer à gérer en proximité. Deux cibles sont déjà dans les tuyaux, encore dans les Hauts-de-France, même si Poléxandre Joly se dit ouvert au national. Innercap n'affiche pas d'horizon de sortie et s'inscrit dans le long terme.



Ternois, nouvel accélérateur Rev3

La Communauté de communes du Ternois devient le premier milieu rural à accueillir un accélérateur de jeunes pousses Rev3. Celles-ci seront accompagnées par la structure pendant six mois dès septembre. Lancé courant mars, l'appel à candidatures est ouvert jusqu'au 15 juin sur le site www.rev3.fr

Alma pose ses valises à Lille

La fintech Alma vient d'annoncer son arrivée dans la capitale des Flandres. Plus précisément à Euratech où elle y implante son centre de relation clients. Créée en 2018, la société a mis au point une solution permettant aux commerçants d'augmenter d'environ 20% leurs ventes. Comment ? Grâce à la mise en place du paiement fractionné ou différé. Avec Alma, les clients paient plus tard, mais les commerçants sont payés tout de suite. La start up compte déjà 220 collaborateurs à Lille, Paris (son siège) et Rennes. Et prévoit de doubler son effectif d'ici fin 2022.

Cybersécurité : Rfence lève 1,5 M€

La Lilloise spécialisée dans la sécurité et la cybersécurité vient de boucler son tout premier tour de table, à hauteur d'1,5 M€, auprès d'Alacrité (où elle est incubée), FIRA 2, Bpifrance et Wesley Clover International. Rfence, fondée par trois ingénieurs et un docteur, met au point depuis deux ans une solution de radiofréquence. Baptisée Houra, elle a pour objectif de prévenir en temps réel toute intrusion sur sites sensibles, via des émissions radio suspectes. L'enjeu est colossal : le nombre d'intrusions dans des systèmes d'informations signalées à l'ANSSI a bondi de 37%. Avec sa levée de fonds, Rfence prévoit d'importants développements R&D, mais aussi le déploiement de son réseau de partenaires et le recrutement de nouveaux salariés.

Canard Street en sauvegarde

Mauvaise passe pour la jeune enseigne Canard Street, née en 2017 à Lille. Le tribunal de commerce de Lille Métropole vient de placer en procédure de sauvegarde avec période d'observation plusieurs de ses structures dont le restaurant de la rue de Béthune, le premier né, qui emploie 17 personnes. La société de Grégoire de Scorbiac et Nicolas Drouault s'est retrouvée empêtrée dans le lancement d'un restaurant au cœur de la Défense en 2019. Ce qui devait être un établissement de premier plan, sur 100 m² et avec 60 couverts, a dû fermer avec le Covid au bout de seulement trois mois d'exploitation. Les six autres restaurants (3 à Lille, un à Paris, un à Reims et un dernier ouvert à Bordeaux) poursuivent leur activité normalement. Canard Street emploie 60 personnes pour un chiffre d'affaires de 3 M€. "C'était une décision difficile mais qu'il fallait prendre.

70%

C'est la part que prend le géant de l'équipement de la maison BUT au capital du lillois Drawer, distributeur en ligne de mobilier et objets de déco design. Né à Euratech en 2011, où il est encore basé aujourd'hui avec ses 20 salariés, Drawer vise l'accélération de son développement grâce à une collaboration étroite avec BUT sur l'offre produits, le marketing et la logistique. Ses dirigeants fondateurs Valerie et Guillaume Spriet restent aux manettes. L'an dernier, Drawer a réalisé 18 M€ de ventes



Le tribunal de commerce a été d'un grand soutien, j'ai été hyper surpris par sa bienveillance", reconnaît Nicolas Drouault. Celui-ci souhaite poursuivre le développement de l'enseigne à travers des franchises, même s'il reconnaît que la procédure actuelle met un coup de frein à la dynamique enregistrée depuis l'origine.

Rewood, lauréate Nord du Canopée Challenge

La filière forêt-bois se mobilise

pour faire éclore des projets innovants. Co-organisé par Forinvest Business Angels, l'école d'ingénieurs ESB ou encore Fibois France, le concours Canopée Challenge vient de désigner la roubaisienne Rewood lauréate dans la catégorie Création. La start up a développé une plateforme digitale pour faciliter le recyclage et la revalorisation des déchets (chutes, emballages, invendus..., soit 14 millions de tonnes par an) issus de l'industrie ou du BTP. Rewood



ambitionne de créer des circuits locaux alternatifs à leur destruction en mettant en

relation ces entreprises avec des acteurs qui souhaitent réutiliser ces matériaux.

Nouveaux villageois

Fin avril, le Village by CA Nord de France a organisé sa 11e cérémonie d'accueil pour présenter officiellement ses nouveaux venus. Parmi lesquels, on retrouve les jeunes pousses *Diskyver* (première solution française de cybersécurité pour la téléphonie fixe d'entreprise), *Ensweet* (plateforme de télé-médecine permettant de réaliser les soins de réadaptation en dehors des établissements de santé), *Azfalte* (location de vélo de fonction en entreprises), *Valoops* (transformation des déchets textiles et plastiques en produits d'aménagements extérieurs bio composite), *Moha* (appli mobile en faveur du mieux-être), *Selvitys* (agence de sondages en ligne) ou encore *Cutii* (robot compagnon au service des personnes âgées en Ehad).

Recyclage de vêtements : Induo prépare un démonstrateur industriel

Après son tissu résistant aux tâches et à la transpiration (photo), la jeune pousse de Tourcoing Induo bouleverse à nouveau l'univers textile. Cette fois, avec un procédé inédit de recyclage de vêtements usagés, développé en interne depuis deux ans et protégé par deux brevets. Les méthodes actuelles, en plus d'être chimiques et coûteuses, ne permettent pas de recycler l'intégralité des vêtements. En cause : les différentes couleurs, les mélanges de coton, polyester, viscose ou encore les points durs (boutons, fermetures éclair, agrafes, etc.). Résultats : « moins de 1%

des textiles usagés sont à ce jour recyclés », indique la Dg cofondatrice d'Induo Pauline Guesné. Grâce à sa technologie, sa société parvient à surmonter ces difficultés. Induo est en mesure de broyer les vêtements de toutes les couleurs, de toute composition et avec leurs points durs. A partir de la poudre obtenue, Induo produit une fibre neuve, recyclée et recyclable à 100%, composée de polyester et de pâte de

cellulose. Cette fibre longue, baptisée Greencose, tout comme son procédé de création, peut être réutilisée pour la production de fils, de tissus ou de mailles pour la confection de vêtements neufs.

Cette année, les fondateurs d'Induo ambitionnent de développer un démonstrateur

industriel. Avant une unité capable de traiter plusieurs tonnes de déchets textiles par an, suivi d'une usine plus importante pour le traitement de « plusieurs centaines voire de milliers de tonnes à horizon 4 à 5 ans », précise Pauline Guesné à Eco121. Pour mettre en place son démonstrateur et sa première unité de production, Induo compte investir environ 10 M€, en capitaux propres, en prêts et via une levée de fonds prévue mi-2022. Induo est également à la recherche d'ingénieurs. Trois postes ont déjà été créés depuis le début de l'année. D'autres suivront dans les prochains mois. L'objectif étant de doubler les effectifs actuels pour atteindre la vingtaine de salariés fin 2023.



8 M€

La start up lilloise Beamy, qui a déployé une plateforme de SaaS management à destination des grandes entreprises, vient de lever plus de 8 M€, dont 3 M€ en dettes, auprès des fonds Aglaé Ventures, ISAI, Evolem et des deux business angels Nicolas Hernandez (360 Learning) et Erwan Keraudy (CybelAngel).

La technologie de Beamy, fondée en 2017 par Andrea Jacquemin (qui détient 50% du capital), aide ses clients à détecter et analyser les diverses applications qu'ils utilisent afin d'éditer une cartographie des risques de cyberattaques. Parmi ses clients, citons par exemple Décathlon, Engie, LVMH ou encore BNP Paribas. Avec sa levée de fonds, Beamy, déjà présente au Royaume-Uni, compte accélérer son développement à l'international, renforcer sa technologie et recruter une quarantaine de personnes.



NectarGo veut digitaliser le circuit court

Si la logistique est devenue une véritable industrie hyperconnectée, la mise en relation et la logistique du circuit court laissent encore fortement à désirer. C'est sur ce segment spécifique que NectarGo se positionne. L'entreprise a été fondée en pleine crise sanitaire, en octobre 2020, par Martin Pennel. Cet ESCP, riche d'un ADN entrepreneurial évident (son père dirige Reg et préside le Medef régional), a accumulé pendant dix ans une expérience dans les fonds d'investissement, où il a accompagné nombre d'entreprises de tous secteurs. Puis est venue l'envie d'entreprendre. Un premier projet de capteurs connectés dans les flux alimentaires fait long feu, mais il en retire une connaissance approfondie du secteur et des acteurs de la logistique alimentaire, et la certitude d'un vrai besoin du marché. « Pendant le confinement, des magasins ont connu des pénuries tandis que les grossistes restaient avec des produits sur les bras du fait des fermetures des restaurants. C'était un gros paradoxe alors même que toutes les enseignes ont axé leur stratégie sur la relocalisation de valeur », raconte Martin Pennel.

Vendre trois fois plus cher

NectarGo est conçu comme une plateforme en mode SaaS, qui offre une solution numérique simplifiée à cette

La présence des produits alimentaires locaux dans les grands magasins est un argument commercial fort. Mais leur logistique se révèle chronophage. NectarGo apporte une solution numérique clé en mains. Avec de grosses ambitions.

“Les centrales ne savent pas faire du local”

quête de producteurs locaux par les grandes surfaces, et à la recherche de débouchés proches pour les producteurs. Avec un intérêt fort des deux parties : les producteurs vendent en moyenne 3 fois plus cher en local par rapport à une vente via une coopérative. Et pour les distributeurs, c'est un gain de temps et de gestion qui permet de démultiplier aisément les ressources locales alors qu'aujourd'hui tout est fait en direct par le magasin. « Depuis quelques années, la grande distribution développe le local mais doit passer en direct car les centrales ne savent pas faire du local », explique Martin Pennel, qui évalue à 1,5 milliard d'euros, soit 2% des approvisionnements le poids du local. Ce sont en moyenne 15 à 30 producteurs maximum par magasin. « C'est fait à la mano, avec des factures papier, c'est archaïque ». Le numérique permet de générer des liens très facilement mais aussi d'optimiser la logistique en

massifiant les flux. En quatre mois seulement, NectarGo a déjà enregistré la création de 250 comptes sur sa plateforme, avec une version gratuite limitée (à quelques producteurs). Les perspectives sont élevées : l'essentiel des comptes sont pour l'heure dans les Hauts-de-France, mais ils ont vocation à mailler tout le pays à terme. « Le besoin du marché est évident. La grande distribution a besoin de s'outiller sur les approvisionnements directs des territoires. De l'autre côté, les producteurs vont pouvoir livrer jusqu'à une trentaine de magasins grâce à NectarGo », imagine le jeune dirigeant, qui a déjà noué des accords avec de grandes enseignes (dont Cora, Leclerc et Inter-marché...).

Reste désormais à monter en puissance. La petite équipe d'une dizaine de personnes, basée sur le MIN de Lomme, dans le pôle Euralimentaire, compte déjà plusieurs fées sur son berceau ; le réseau Entreprendre, Hodefi, Euratech, un accélérateur parisien, mais aussi la chambre d'agriculture des Hauts-de-France. Une première phase de financement est en cours, qu'il faudra conforter dans les deux ans : d'ici trois ans, NectarGo vise des milliers d'utilisateurs, avec un effectif passé à 50 personnes à Lille (dont 25 dès cette année). C'est le point délicat, admet Martin Pennel. « Je vois des gens presque tous les jours, c'est ma priorité numéro un ! » ■ O.D.

Philippe Olivier, l'affineur de fromage

Porter avec passion, en France et dans le monde, une certaine idée du fromage : c'est ce à quoi s'emploie à Boulogne-sur-Mer toute l'équipe de la société Philippe Olivier. Entretien avec l'artisan affineur Romain Olivier, qui a pris en 2004 la direction de l'entreprise familiale.



«Salariés, producteurs, clients : nous sommes tous unis par l'amour du fromage et l'envie de le faire partager»

Romain Olivier

L'histoire de Philippe Olivier est une véritable saga familiale...

Tout à fait. Depuis quatre générations, nous sommes « dans le lait, la crème et le fromage ». L'histoire a débuté en 1907 en Normandie. Pendant que son frère aîné perpétuait la tradition familiale à Dieppe, mon père a fait de même dans les Hauts-de-France, où il s'est installé en 1974. Il n'avait plus de caves naturelles pour l'affinage, alors il en a fait aménager cinq en briques rouges, chacune avec une ambiance différente. En 2014, nous les avons transférées dans notre nouveau site de Boulogne-sur-Mer. Taux d'humidité, température, densité de la lumière... nous avons veillé à chaque détail.

Que faites-vous dans ces caves ?

Nous y affinons 300 variétés de fromages collectés auprès de 185 producteurs français et européens, dont une vingtaine de variétés exclusives qui avaient disparu et dont nous avons relancé la production, par exemple le Vieux Boulogne, un fromage local à mi-chemin du Pont-Lévêque et du Maroilles. Affiner les fromages est la mission exclusive de nos cinq chefs de caves. Ils les retournent régulièrement, les brossent, les relavent au pinceau, des soins toujours effectués à la main. Leur métier, exercé à l'abri des regards, est méconnu. D'autant qu'il n'existe aucune formation, on apprend avec le temps et l'expérience. La valeur ajoutée de l'affinage apparaît à la dégustation. Et quelle valeur ajoutée ! En mettant le fromage dans des conditions optimales, il lui permet de développer toutes ses richesses. C'est d'ailleurs moins un métier qu'un art et chez Philippe Olivier, nous ne cessons de le perfectionner. Nous travaillons sur une matière vivante, de manière très empirique, et de ce point de vue, chacun de nos fromages est unique. Mais nous veillons aussi à maintenir un certain standard de qualité pour satisfaire pleinement l'ensemble de nos clients.

Sur quoi fondez-vous le développement de l'entreprise ?

Nous sommes portés par une ambition : valoriser le patrimoine fromager. C'est pourquoi, tout en renforçant notre savoir-faire d'affineur, nous accordons une grande importance à la collecte des fromages que nous commercialisons. Chaque année, nous en goûtons environ 200 nouveaux et n'en sélectionnons qu'entre deux et quatre. Nos critères sont toujours les mêmes : la sa-

veur, la technicité du producteur et le maillage territorial.

Auprès de qui commercialisez-vous vos fromages ?

Nous réalisons la moitié de nos ventes auprès du grand public via un réseau de boutiques affiliées ou détenues en propre. Un quart sert à approvisionner des restaurants et des traiteurs. Le dernier quart est commercialisé à l'international. Mon père s'est tourné dès 1976 vers le Royaume-Uni, qui n'est qu'à 35 kilomètres de Boulogne-sur-Mer, et depuis le début des années 2000, nous mettons l'accent sur les exportations. Aujourd'hui, on peut trouver nos fromages sur les tables de 17 pays étrangers, en Europe, en Asie, au Moyen-Orient... Ces ventes sont le plus souvent le fruit de belles rencontres avec des chefs locaux.

La RSE, c'est important pour vous ?

Tellement important que j'ai une formation en gestion et développement durable ! Cela étant, nous avons été des écologistes avant l'heure dans notre entreprise. Depuis toujours, nous privilégions pour nos approvisionnements les petits producteurs situés dans un environnement naturel encore intact. Nous nouons avec eux des partenariats de long terme et faisons en sorte qu'ils perçoivent une juste rémunération. En outre, nous avons mis en place en interne une politique sociale placée sous le signe du respect : respect des hommes et des cycles de vie, avec des mesures comme l'annualisation du temps de travail. Philippe Olivier, c'est d'abord un collectif soudé autour de valeurs partagées et nous intégrons à notre communauté toutes nos parties prenantes, y compris les consommateurs. Nous avons ainsi créé il y a cinq ans un « cheese club » avec des clients de nos boutiques. Et grâce aux informations et aux conseils que nous apportons à ceux qui achètent nos fromages, nous contribuons à l'éducation au bien-manger, qui est aussi un choix de vie responsable ■

> *Transmission*

Kevin Ha imprime sa marque à Cotton Bird



Embauché en 2019 comme directeur général, le Lillois vient de conclure l'acquisition de Cotton Bird, leader français du faire part haut de gamme. Récit d'une reprise vraiment pas comme les autres.

Ambiance très cosy et conversations téléphoniques en langue allemande lors de notre visite dans les bureaux lillois de Cotton Bird. Un nom qui ne cache pas un professionnel du linge mais le numéro un français du faire-part haut de gamme, dont le siège et l'unité de production sont à Perpignan, là où l'entreprise fut créée en 2011 par Hector et Frédérique Cano. Dix ans plus tard, l'entreprise, qui commercialise sur le web, réalise 17 M€ de chiffre d'affaires dont un tiers à l'export, avec 110 salariés, répartis entre le Roussillon (70) et Lille (40). Une entreprise qui vient de changer de mains au terme d'une transmission peu banale à Kévin Ha, 37 ans, qui se définit comme « un pur produit lillois ». Ce titulaire d'une licence en e-commerce, qui se revendique comme un vrai geek, a mené un parcours riche qui l'a conduit de 3 Suisses (chef de projet) à la création d'entreprise : un jeu sur Facebook, revendu, et une activité de consultant, notamment pour Alice's Garden.

Arrivé à l'âge mûr, il fait connaître autour de lui son envie de changer d'horizon, et son profil capte l'attention d'un chasseur de tête, qui lui propose un projet de direction dans le sud de la France. Il devient ainsi di-

recteur général de Cotton Bird, embarquant sur place femme et enfants (deux filles)... deux mois avant le premier confinement. « *J'arrivais pour faire de la croissance et on a eu la Covid ! Mais cela a mis en exergue les défaillances de l'entreprise et permis de corriger le tir* », raconte-t-il. Des décisions sont prises de fermer les bureaux de Budapest et de Barcelone, au profit d'un bureau à Lille, mieux positionné pour les ambitions européennes de l'entreprise, d'élargir la gamme vers la décoration, les anniversaires d'enfants. Pas suffisant pour compenser le choc sur les mariages, à l'arrêt, mais assez pour donner une confiance totale aux fondateurs. « *En janvier 2019, ayant pris conscience de la nécessité d'accélérer encore, j'ai émis le souhait de reprendre auprès d'Hector Cano* ». Et ce dernier accepte, allant même jusqu'à déléguer à Kevin Ha la structuration de l'opération ! « *J'ai été à la fois le cédant et*

“J'ai été à la fois le cédant et le repreneur !”

le repreneur. Hector adhérait au projet mais ne souhaitait pas s'en occuper », sourit-il. Il contacte alors sa banque, la BNP banque privée, qui le met en contact avec la banque d'affaires Largillière Finance, spécialisée en fusions-acquisitions, avant de chercher un partenaire financier au capital. 15 fonds se présentent, et c'est finalement Trajan que Kevin Ha retient : « *on s'est très bien entendus très vite, c'est un jeune fonds et des managers de ma génération* ». Au terme du closing, réalisé en mars 2022, Kevin Ha détient les clés de l'entreprise avec 18% des parts, un partenaire de poids et un soutien fort du personnel avec qui il avait déjà écrit en quelque sorte les bases de la nouvelle feuille de route. Du reste, la prise de participation d'une quinzaine de managers au tour de table est déjà actée.

Et demain ? Croissance organique, externe, export, tous les leviers de croissance sont au menu. « *Nouveaux pays, nouveaux services, nouveaux produits* », résume-t-il, évoquant l'ouverture du marché britannique à très court terme, et même des perspectives hors Europe déjà dans le viseur. L'objectif 2022 est chiffré à 20 M€. En attendant, la petite famille est déjà remontée à Lille, Kevin pilotant le développement européen depuis le Nord, tandis que sa femme poursuit elle-même une aventure entrepreneuriale à travers son projet Naetur, de compléments alimentaires en e-commerce ■ **O.D.**

Retrouvez les anciens numéros d'Éco121 !



N°63

N°64

N°65

N°66

N°67

N°68

N°71



N°72

N°73

N°74

N°75

N°76

N°77

N°78



N°79

N°80

N°90

N°92

N°93

N°94

N°100



N°103

N°104

N°105

N°106

N°107

N°108

N°109

Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- | | | | | | |
|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°67 | <input type="checkbox"/> n°76 | <input type="checkbox"/> n°85 | <input type="checkbox"/> n°94 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 |
| <input type="checkbox"/> n°68 | <input type="checkbox"/> n°77 | <input type="checkbox"/> n°86 | <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 |
| <input type="checkbox"/> n°69 | <input type="checkbox"/> n°78 | <input type="checkbox"/> n°87 | <input type="checkbox"/> n°96 | <input type="checkbox"/> n°104 | <input type="checkbox"/> n°113 |
| <input type="checkbox"/> n°70 | <input type="checkbox"/> n°79 | <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°97 | <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 |
| <input type="checkbox"/> n°71 | <input type="checkbox"/> n°80 | <input type="checkbox"/> n°89 | <input type="checkbox"/> n°98 | <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 |
| <input type="checkbox"/> n°72 | <input type="checkbox"/> n°81 | <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°99 | <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 |
| <input type="checkbox"/> n°73 | <input type="checkbox"/> n°82 | <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°108 | <input type="checkbox"/> n°117 |
| <input type="checkbox"/> n°74 | <input type="checkbox"/> n°83 | <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°109 | <input type="checkbox"/> n°118 |
| <input type="checkbox"/> n°75 | <input type="checkbox"/> n°84 | <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°119 |

Au prix de :

1 numéro 3€00

2 numéros 2€50 l'unité

3 numéros et au-delà 2€00 l'unité

+ Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) 3€50

Soit au total :

€

Vos coordonnées :

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

TÉL. _____

Règlement

Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE

Par virement : Banque Caisse d'Épargne

LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520
Marquette-Lez-Lille



Il ouvre la première école de production textile de l'Hexagone

maître professionnel chargé d'encadrer la technique, et 6 formateurs bénévoles pour les enseignements généraux, français, maths, histoire-géo.



Pierre Delannoy. Roubaix accueille EPICC depuis octobre dernier. Une école d'un nouveau genre qui forme des jeunes en décrochage à la production industrielle de couture et confection. Un secteur redevenu pourvoyeur d'emplois, par centaines, dans la région.

Pierre Delannoy se définit comme un entrepreneur social. Le concept des « Ecoles de production » - il y en a 43 en France, dont 3 en région - est un sujet qu'il maîtrise. Ce tout juste trentenaire a en effet co-fondé en 2015 et dirigé pendant trois ans EPAL, l'école de production automobile de Lens. Dont il passera le flambeau fin 2018, avant de sillonner l'Asie du Sud-est à vélo. De retour dans le Nord un an plus tard, et après consultation jusqu'à l'été 2020 d'un certain nombre de décideurs régionaux, d'acteurs du textile dont une trentaine d'industriels, Pierre Delannoy décide de créer une nouvelle école de production. « Je voulais m'installer dans un bassin avec de l'emploi et un besoin important », raconte le Nordiste, lauréat du Réseau Entreprendre Nord. Qui confirme : « A Roubaix, on estime à près de 700 le nombre de jeunes en décrochage sco-

laire. Côté emploi, avec la réinstallation de certaines entreprises et les départs à la retraite dans le secteur textile, au moins 300 postes seront à pourvoir d'ici 2027 rien qu'en métropole lilloise ».

EPICC a donc ouvert ses portes à Roubaix en octobre dernier. Aidée par 0,7 M€ recueillis auprès de la Ville, de la Mel, de la Région, de l'Etat (France Relance), d'Entreprises et Cités et de Nord Actif, entre autres. Elle constitue la toute première école de production du pays dédiée au textile. A sa gouvernance, des référents régionaux du secteur ; Jean-Luc Souflet (fondateur d'Okaidi) en tant que président, l'ex Dg de Kiabi Russie Bérahgère Hugner, Loïc Baert, Dg de Lemahieu, Bernard Vander-schooten, Pdg du créateur de linge de maison éponyme, Jean-Marc Viénot, directeur d'EuraMatériaux. Mais aussi des acteurs de l'éducation et du social. EPICC emploie 4 personnes dont un

« Projets complexes et formateurs »

Pierre Delannoy a installé son parc (soit 25 machines) dans une ancienne usine textile, le site Roussel, rue des Arts. Il y a accueilli une promo de 6 jeunes de 15 à 18 ans qui, dans deux ans, obtiendront leur CAP couture professionnelle. Les élèves d'EPICC sont formés en condition réelle. Ils sous-traitent les commandes d'entreprises textile régionales. « Je ne fais pas de la production juste pour faire de la production. On n'accepte que des projets complexes et formateurs, portant sur de petites séries de 50 à 1 000 pièces, détaille Pierre Delannoy. Notre fabrication est facturée au prix du marché car je ne souhaite ni dévaloriser le travail de nos jeunes, ni faire de la concurrence déloyale ».

Quant à l'avenir de ses élèves, le directeur se montre particulièrement confiant. « Toutes les semaines, j'ai des entreprises qui me contactent pour embaucher nos jeunes ! Je n'ai aucun doute, ils trouveront du travail à la fin de leur cursus ». Pierre Delannoy prévoit d'accueillir 15 à 18 élèves à partir de septembre, puis d'en former 35 par an d'ici deux ans. Promo plus importante, surface plus importante : EPICC doit déjà tripler sa superficie dans les prochains mois pour atteindre les 600 m² d'atelier de formation, pour un parc qui sera porté à 35 machines ■ J.K.

Legitbee simplifie et digitalise la succession

Julien Trucy, Guillaume Parisot et Victor Lennel. Leur plateforme assure la sécurité et la transmission du patrimoine traditionnel et numérique. Une solution labellisée par le Conseil supérieur du notariat. Lancement prévu en juin.

Avec la digitalisation, les cryptomonnaies, les paris et autres comptes en ligne, notre patrimoine s'étoffe, se diversifie et surtout se complexifie. Notamment lorsqu'est venue l'heure de sa transmission. Partant de ce constat, Julien Trucy, Guillaume Parisot et Victor Lennel créent Legitbee en octobre 2020. Née à Euratech et incubée au Village by CA Nord de France, la jeune pousse développe une plateforme digitale permettant de cartographier son patrimoine immobilier, ses titres ou ses placements, ainsi que son patrimoine numérique, dans le respect de la RGPD. Avec pour promesse une transmission complète aux héritiers préalablement désignés et assurée par les notaires chargés des successions. Aujourd'hui, ceux-ci n'ont accès qu'aux comptes bancaires classiques et aux assurances-

vie. Le reste du patrimoine doit être recensé par les proches et les éventuels héritiers. Un travail qui peut s'avérer long et fastidieux.

« L'an dernier le Congrès des notaires était dédié à la valorisation et à la transmission du patrimoine numérique. C'est un réel enjeu pour eux car ce patrimoine échappe encore aux successions alors même qu'il représente une part de plus en plus importante du patrimoine de chacun », explique Guillaume Parisot, à la tête d'une dizaine de salariés. « Nous avons décidé d'adres-



ser ce nouveau marché en nous appuyant sur les notaires et les banques-assurances qui sont au centre de toutes les successions et qui apportent la réassurance nécessaire à ce type d'offres.», poursuit son associé Julien Trucy. Désormais partenaire de quelques établissements bancaires et labellisée par le Conseil supérieur du Notariat, Legitbee lancera sa plateforme courant juin auprès des notaires français. Un déploiement en partie alimenté par son tout premier tour de table d'1,5 M€ bouclé en mars 2021 auprès de Bpifrance et d'acteurs régionaux.

Cette année, les fondateurs souhaitent proposer une offre de conseil patrimonial, avant celle de l'optimisation et des placements financiers. A plus long terme, Legitbee nourrit l'ambition de déployer sa solution en Europe, voire au-delà ■ J.K.

edf

Devenons l'énergie qui change tout.

DANS L'ENTREPRISE DE JÉRÉMY,
MÊME LE PARKING
AGIT POUR LE CLIMAT.

En passant à la mobilité électrique, toutes les entreprises peuvent agir pour le climat.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Philippe Larivière

AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

Prévoir l'imprévisible dans les contrats

La crise sanitaire et la guerre en Ukraine ont mis à rude épreuve l'équilibre de nombreux contrats, conclus à une époque où nul ne pouvait imaginer être confronté à de telles difficultés d'exécution ou d'approvisionnement, ou devoir faire face à des hausses exorbitantes du coût des matières premières. Une telle situation, connue sous le vocable juridique d'imprévision, est désormais régie dans les contrats de droit privé par l'article 1195 du Code civil, qui dispose que si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. L'article prévoit également qu'à défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. Ce méca-



“L'imprévisible ne peut par nature être prévu, il est plus que jamais essentiel de l'anticiper”

nisme n'est entré en vigueur que depuis le 1er octobre 2016 et rompt avec le principe de la force obligatoire des conventions, devant être exécutées comme telles quoi qu'il en coûte pour l'une des parties.

Cette nouvelle disposition n'est toutefois pas la panacée. Tout d'abord car le mécanisme n'est pas d'ordre public et que des clauses excluant la théorie de l'imprévision ont rapidement fleuri dans les contrats proposés par les acheteurs ou les maîtres d'ouvrage. Ensuite car les tribunaux hésitent à remettre en cause la loi des parties à raison du bouleversement écono-

mique qui affecte l'une d'elles. Enfin, car cette disposition n'a pas vocation à

s'appliquer aux marchés à prix forfaitaire, classiques dans le secteur de la construction, pourtant particulièrement touché par les dernières crises. Ces contrats demeurent en effet majoritairement régis par les dispositions de l'article 1793 du code civil, qui quant à lui date de 1804, et exclut pour ces marchés toute augmentation du prix notamment sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, l'entrepreneur étant réputé avoir apprécié ces aléas et accepté d'en assumer les risques. A nouveau, ce mécanisme n'est pas d'ordre public et peut donc être librement aménagé.

L'imprévisible ne peut par nature être prévu, mais il est plus que jamais essentiel de l'anticiper et être vigilant dans la négociation des clauses contractuelles sur la force majeure, l'imprévision, l'actualisation ou la révision des prix et délais, afin de garantir un partage équitable des conséquences de l'imprévisible.

Bruno Platel

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

Plan de sauvegarde de l'emploi : chronique d'actualité

La mise en place d'un PSE qui s'impose à l'entreprise dont l'effectif est au moins égal à 50 salariés lorsqu'elle envisage au moins 10 licenciements pour motif économique est complexe et suppose d'intégrer notamment les apports de la jurisprudence la plus récente.

Trois décisions sont susceptibles d'éclairer le chef d'entreprise dans la conduite d'un projet de réorganisation.

La première décision, rendue par la Cour de Cassation le 23 mars dernier, porte sur la question de la date à laquelle le plan de réorganisation envisagé par l'entreprise peut être initié. La Cour de Cassation a estimé que si le PSE ne peut être valablement mis en place qu'après notification de la décision d'homologation ou de validation du PSE par la DREETS, l'entreprise peut valablement mettre en œuvre son projet de réorganisation dès l'avis du CSE sur le projet, sans attendre la décision de cet



DREETS.

La deuxième décision, rendue par la Cour administrative d'appel de Paris du 14 mars 2022 porte sur une question inédite relative à la possibilité de mettre en place un PSE après avoir signé un accord de rupture conventionnelle collective (RCC). La CAA de Paris a rejeté le recours en annulation du PSE des organisations syndicales en considérant que lorsque l'administration instruit une demande d'homologation

d'un PSE, elle n'a pas à contrôler les conditions dans lesquelles ont pu se dérouler des négociations distinctes. Elle ajoute que la circonstance qu'un accord de RCC a été conclu dans une entreprise ne fait pas obstacle par elle-même à ce que celle-ci établisse et mette en œuvre un PSE dès lors que ce dernier respecte les stipulations de cet

accord qui lui sont applicables. Elle considère enfin qu'il n'y a aucune incompatibilité lorsque le PSE prévoit qu'aucun licenciement pour motif économique ne peut intervenir avant l'expiration de la période de garantie d'emploi fixé par l'accord de RCC.

La troisième décision est celle rendue par le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise du 10 mars 2022 qui évoque pour la première fois la nécessité pour l'entreprise en application de l'article L2312-8 du code du Travail de soumettre au CSE un document de présentation de son projet de réorganisation comprenant une analyse circonstanciée de ses impacts environnementaux.

On rappellera enfin que tout projet de PSE doit contenir des informations précises sur l'impact du projet sur les conditions de travail et la charge de travail et identifier un plan de prévention des risques psychosociaux adapté.

Pascaline de Ruyver
DIRECTRICE ASSOCIÉE QUINTESENS

Et si « perdre son temps » était bénéfique pour la performance ?

Ce matin, pleine d'énergie dès le réveil, j'ai eu envie d'inventer une nouvelle formule liée à l'art de « perdre son temps ». Voici ce que cela a donné : « Si TRC ≥ TA, alors TXde-Perf ? » !

Allez, je traduis : si mes temps de repos + mes temps de célébration sont supérieurs ou égaux à mes temps d'action (et donc de dépense d'énergie), ALORS ma performance augmente ! Qu'en pensez-vous ?

Je parie que si j'interroge mon entourage, je vais entendre que « Le temps c'est de l'argent », que nous n'avons pas de « temps à perdre », que le plus important c'est d'« optimiser son temps », d'être « efficace » ! Mouais, c'est vrai que j'ai été éduquée selon ces préceptes mais cela ne me convient plus. En effet, j'ai cherché une définition et voici ce que j'ai trouvé : Perdre son temps = être occupé à faire quelque chose sans résultats conséquents. C'est là que je ne suis pas d'accord ; ne rien faire, c'est récupérer



“Acceptons de ne pas être productifs en permanence !”

de l'énergie.

Or, de l'énergie, on en dépense chaque jour. Mais comment fait-on pour en récupérer ? Pourquoi TOUJOURS courir ? Pourquoi n'ose-t-on pas « avouer » qu'on n'a « rien » fait le weekend dernier ? Pourquoi faut-il TOUJOURS « remplir » l'agenda ? Certainement parce que la Société ne valorise que l'action et condamne le repos souvent assimilé à l'oisiveté.

D'autre part, la nature a horreur du vide. L'Homme aussi. Et si nous apprenions à l'aimer ? Le repos stimule la créativité, la capacité de concentration et d'apprentissage. Il permet

au cerveau de se déconnecter pour soulager les tensions et favoriser le bien-être. Célébrer les succès maintient ou développe le niveau de motivation. Célébrer les succès prévient l'épuisement

Alors, déculpabilisons-nous ! Arrêtons de nous juger ou de faire en fonction de ce que les autres pensent... Cessons de nous définir en fonction de ce que nous faisons mais bien en fonction de qui nous sommes et rassurons-nous, une pile déchargée ne sert plus à rien ! Offrons-nous donc la possibilité de recharger nos batteries. Acceptons de ne pas être productifs en permanence. Arrêtons de penser que pour avoir de la valeur il faut être surbookés, que plus on va vite, plus on est talentueux !

Allez, osons la « Pause de rien » sans culpabilité. Autorisons-nous de temps en temps à ne rien faire. Rendons-nous disponibles. Baissons le feu, portons attention à ce que l'on ressent, ôtons la soupape pour que la pression s'échappe... et les bonnes idées viendront ensuite tout naturellement et sans effort !

Convaincus ? Alors la prochaine fois qu'on vous demande ce que vous faites le weekend prochain, osez la réponse : « rien et toi » ?!

Clément Lefort
ASSOCIÉ KPMG

Momentum pour renforcer sa structure financière

Si la crise du Covid-19, et plus récemment la guerre en Ukraine, ont fait naître de nombreux et nouveaux défis pour les dirigeants, plusieurs études font ressortir que leur optimisme plutôt reparti à la hausse et que les opportunités à saisir sont nombreuses : les stratégies de vente multicanal (avec notamment l'enjeu du e-commerce), la transformation digitale, la diversification des approvisionnements et du sourcing, la (re)définition de la gouvernance d'entreprise et la fidélisation des talents dans un contexte inflationniste. Par ailleurs, les opérations de fusions-acquisitions et de concentration, ainsi que les alliances et partenariats stratégiques se multiplient et s'intensifient ces derniers mois. Et ce, en complément d'une politique d'investissement, d'innovation et RSE volontariste.

Tous ces défis s'inscrivent dans un momentum propice au renforcement de



“Les obligations relances permettent aux entreprises de financer leurs projets d'investissement et de croissance sur une période de long terme, sans pour autant ouvrir leur capital”

sa structure financière : les pouvoirs publics ont soutenu et soutiennent de nombreuses filières, les institutions bancaires présentent (encore) des taux d'intérêts compétitifs et les acteurs du capital investissement sont en recherche active de projets de développement ou de transmission.

Au-delà des opérations de financement via LBO et des prises de participation effectuées par les acteurs du capital investissement, deux autres dispositifs - cumulatifs - sont aujourd'hui à disposition des PME et ETI françaises :

Les prêts participatifs Relance (PPR), qui s'insèrent dans la structure de financement entre les fonds propres et la dette. Ces prêts, distribués par les réseaux bancaires, sont remboursables sur 8 ans, avec un différé de 4 ans.

Les obligations relances (OR), qui

permettent aux entreprises de financer leurs projets d'investissement et de croissance sur une période de long terme, sans pour autant ouvrir leur capital. Les OR ont une durée de 8 ans, et sont remboursables, en une fois, à l'échéance de l'obligation.

Enfin, fait d'actualité, le nouveau prêt garanti par l'État, intitulé PGE résilience, est disponible depuis le 8 avril 2022, et - pour le moment - jusqu'au 30 juin 2022. Il permet de soutenir les entreprises affectées économiquement par la guerre en Ukraine et peut atteindre jusqu'à 15 % du chiffre d'affaires constaté au cours des trois dernières années.

L'ensemble de ces outils de financement permet ainsi aux PME et ETI françaises de pouvoir se développer et répondre à leurs ambitions de croissance interne voire externe. Il n'en demeure pas moins qu'il convient de bien les équilibrer !

Le musée des Beaux-Arts de Tourcoing porte le nom d'Eugène Leroy. Mais qui est vraiment cet artiste né dans la ville en 1910 ? Une expo d'intérêt national lui est consacrée jusqu'au 2 octobre, sous deux facettes : son environnement artistique du XXe siècle, et sa contemporanéité face à des œuvres actuelles. Une manière de révéler Eugène Leroy sous des coutures inédites, sous une lumière de contre-jour, un principe que l'artiste prisait particulièrement.

Au MUba de Tourcoing jusqu'au 2 octobre 2022

Eugène Leroy à domicile



Beauvais violoncelliste

« Dansons ! aux couleurs de l'Espagne. Savourons ! l'essence du « classique » avec Les Musiciens du Louvre. Applaudissons ! les nouvelles générations ». Tel est le programme prévu pour la 30ème édition du Festival International de Violoncelle de Beauvais. Au menu du 13 au 22 mai : la représentation du Quatuor Artis (photo), reconnu comme l'un des meilleurs quatuors du monde, l'union de 30 violoncelles des Hauts-de-France et de Rueil-Malmaison, mais aussi de la poésie à travers des spectacles tels D'âme nature qui allie violoncelle, piano, chant et comédie.

Du 13 au 22 mai.

Gratuit pour les moins de 12 ans. Programme et billetterie sur www.festivalvioloncellebeauvais.com - 03 44 22 46 04

©NancyHorowitz

Trésors châtelains

Ces cinq dernières années, le Château de Compiègne a fait l'acquisition de près d'une cinquantaine d'œuvres ; des peintures, dessins, photographies mais aussi des meubles et des bijoux, datant du Second Empire au début du XXe siècle. Trésors qui se dévoilent depuis peu au grand public.

Jusqu'au 19 septembre. Tous les jours de 10h à 18h
7,50€. Gratuit pour les moins de 26 ans.
www.chateaudecompiègne.fr
03 20 44 38 47 00



© RMN-GP (domaine de Compiègne) / S. Maréchal

LaM Messenger

Dans le cadre de la nouvelle édition de Lille3000 Utopia, la lauréate du Praemium Imperiale, la plasticienne berchoise Annette Messenger s'installe au LaM avec des œuvres inédites - une soixantaine de ses dessins à l'acrylique et quelques unes de ses installations - qui mêlent fiction et réalité. Un rendez-vous voué à mener à une prise de conscience, « *malgré les apparences, nous portons tous des masques et faisons tous comme si...* », indique le musée d'art moderne et contemporain.

Jusqu'au 21 août. Du mardi au dimanche, de 10h à 18h.
10€. Infos et billetterie sur www.musee-lam.fr ou au 03 20 19 68 68.



Embar(o)quement Immédiat !

Musique, théâtre, résidence d'artistes, expositions... À compter de début mai, le festival Embar(o)quement mettra en lumière, aux quatre coins du Valenciennois, l'infinie variété de fêtes et spectacles baroques. Éclectique, la programmation fera néanmoins la part belle à Molière et son Malade Imaginaire.

Info et billetterie au www.embarquement.com
07 81 86 94 68

Photo : L'Ensemble Harmonia Sacra
qui sera en concert pendant le Festival.

Transfrontalier

Du 20 au 22 mai, l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai sera festif dans chacun de ses territoires. Au menu : un démarrage rock avec le groupe SHHT by Wilde Westen à Courtrai, suivi du groupe Goose dans la capitale des Flandres à l'Aéronef, avant de clôturer le week-end par une journée - gratuite et ouverte à tous - au Parc Bleu de Tournai. En musique bien sûr, avec l'Orchestre International du Vetex ou La Caravane Vanne, mais aussi avec des expos et des animations.

Programme complet et billetterie des concerts sur www.eurometropolis.eu
20 mai à 20h / le 21 mai à 21h /
le 22 mai de 11h à 20h

Beaux-Arts alliés

A Cassel, le musée de Flandre s'enrichit. Sa collection permanente s'étoffe avec une vingtaine de nouveaux tableaux des 16e et 17e siècles en provenance du musée des Beaux-Arts de Valenciennes. Parmi les nouveaux venus ; Hieronymus Bosch, Jan Brueghel ou Antoon van Dyck.

A découvrir jusqu'au 31 décembre. Du mardi au dimanche de 10h à 18h.
www.museedeflandre.fr
03 59 73 45 59



Marcoville céleste

Le sculpteur et scénographe Marcoville a posé ses valises et quelques milliers de ses œuvres à Cambrai. Des arbres majestueux de plusieurs mètres, un banc de 30 000 poissons ou encore des centaines d'anges occupent la chapelle des Jésuites. Pas moins de trois semaines de travail ont été nécessaires pour donner naissance à l'expo *Lumières Célestes*.

Jusqu'au 25 septembre. Du jeudi au dimanche, de 13h à 19h.

Entrée gratuite.

Info : Office de Tourisme du Cambrésis,
03 27 78 36 15,
www.tourisme-cambresis.fr



© Adepp Paris 2021



Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci, Artchives à Lille.



Artchives : une découverte culinaire ... et architecturale

Les archives du Nord renaissent en un lieu très original mariant architecture industrielle, art et gastronomie. Qui vaut le détour.

Près de la place de Strasbourg à Lille, derrière une façade discrète qui ne laisse rien présager, on accède, depuis le 1er mars, par un couloir noir et blanc, aux anciennes archives départementales. Un lieu étonnant, conçu en 1909 par Léonce Hainez, architecte en chef du Nord, qui réalisa aussi le théâtre Sébastopol et l'Institut Pasteur. Le bâtiment de 1 700 m², tout en béton armé, est composé de quatre longs niveaux, rythmés par l'alignement des piliers plats de la structure, desservis par un bel escalier central et parcourus de coursives aux rambardes métalliques noires imposantes. Étaient stockées là, jusque dans les années 2010, des archives depuis le IXe siècle, sises aujourd'hui au 22 rue Bernard avec leurs 60 km de rayonnages !

Cette architecture monumentale a été préservée et restaurée en blanc avec respect par sa nouvelle propriétaire, la galeriste Cynthia Caron, en un lieu étonnant. Tout de matériaux bruts, béton, fonte, verre, bois, marbre, à l'éclairage fort bien pensé, ouvert à la flânerie, il comprend au rez-de-chaussée un grand bar central entouré de salons ouverts mais compartimentés par les piliers ; aux 1er et 2e étages, Abcynth, galerie d'art contemporain, et au 3e étage, un restaurant distingué, qui a peu à voir avec une « Cantine urbaine » qui le nomme, aux tons chauds, piliers

garnis de bois ou mousse naturelle, vinothèque en verre et tables espacées, avec vue discrète sur une cuisine à faire pâlir plus d'un chef.

C'est là qu'occupe une jeune ancienne élève de l'école Ferrandi, et ex-seconde du Rozo, Valentina Giacobbe, avec le pâtissier Julien Ingaud-Jaubert, passé chez Gagnaire et à la Laiterie.

Les formules sont simples : menu à 35€, entrée, plat, dessert pour le déjeuner, et formule le soir à 4 ou 5 services (60 et 75€).

Ce jour, ce fut un amuse-bouche de condiments à la ciboulette sur fin canapé, suivi d'asperges blanches crues et cuites, sauce estragon, poutargue et grains de sarrasin croquants ; puis un cabillaud nacré, betterave condiment de fanes et amarante soufflée, de bel effet mais dont la sauce hollandaise ne gagne pas à être siphonnée ; viendra ensuite un filet de veau rôti au four, pressé de chou rave et kimchi de daikon (fermentation de carré de radis), navet croquant et acidulé, jus de veau ; le dessert sera de miel, mousse de lait et camomille, glace au pollen, léger et joliment fleuri.

Si les cuissons sont mieux que justes, les compositions judicieuses, on aurait aimé que les accompagnements délicats ne fussent pas en calibre échantillon.

Les vins sont bien choisis, de caractère,

comme le luberon Private gallery, le lalande de pomerol, château de la Commanderie 2014, plein de corps.

Le service féminin est élégant et souriant.

On l'aura compris, le lieu vaut la visite, sans être déçu d'une cuisine délicate, apprêtée, qu'on préférerait d'un peu plus de caractère. L'accueil est sympathique ■ **Didier Nicolas**



ARTCHIVES
Cantine urbaine, menus 35€ (déjeuner), 60€-75€, végétal à 60€ (soir)
74 rue Jacquemars Gielée - Lille
Ouvert mardi au samedi 12h-14h, 19h-21h
T 03 20 04 14 92
www.artchives.eu

PAR NATURE, LA FINANCE ET LE CLIMAT N'ONT PAS GRAND-CHOSE À VOIR.

VRAIMENT ?

Aujourd'hui, les professionnels de la finance doivent combiner expertise financière et économie durable. Notre nouveau MSc in Climate Change & Sustainable Finance, en partenariat avec MINES ParisTech, est destiné à former une nouvelle génération de professionnels de la finance, dotés des compétences et de l'engagement nécessaires pour réussir la transition vers une économie à faible émission de carbone.



*Make an impact**

*Agissez sur le monde.

